

N°13

JAN

2012

REVUE  
POLITIQUE  
MENSUELLE  
DU PCF

P.24 COMBAT D'IDÉES

LE ROMAN DE  
L'ALGÉRIE  
par Gérard Streiff

P.29 NOTES

URGENCE POUR  
LA PRESSE ET LE  
PLURALISME  
par Jean-François  
Téaldi

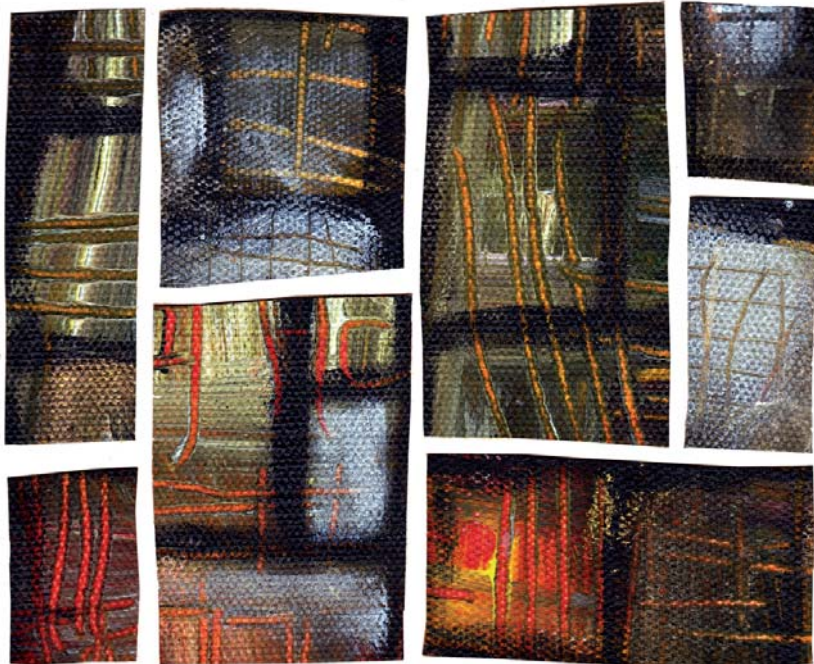
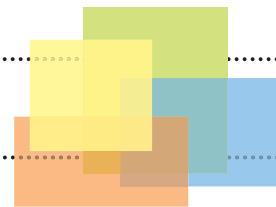
P.34 HISTOIRE

QUELQUES RÉFLEXIONS  
SUR L'HISTOIRE DE LA  
BOURGEOISIE OCCIDENTALE  
Par Simone Roux

# LA REVUE DU PROJET

▶ P.6 LE DOSSIER

# LUMIÈRES SUR L'ÉNERGIE



Frédo © - 2012

**BONNE ANNÉE 2012 !**  
Une grande nouvelle...  
la *Revue du Projet*  
sera disponible cette année  
au format papier  
au tarif de 50 euros/an !

## SOMMAIRE

### 4 FORUM DES LECTEURS/LECTRICES

#### 5 REGARD Avec **Allan Sekula**

#### 6 ▶ 23 LE DOSSIER LUMIÈRES SUR L'ÉNERGIE

- Amar Bellal** Quels choix énergétiques ?  
**Bernadette Mérenne-Schoumaker** Les défis d'une gestion durable de l'énergie  
**Valérie Gonçalves** Un pôle public de l'énergie  
**Marie-Claire Cailleteau** Une politique énergétique répondant aux besoins  
**Denis Cohen** Un droit à l'énergie  
**Christian Ngô** L'énergie nucléaire : une chance pour la France  
**Luc Foulquier** Investir massivement dans la recherche  
**Claude Mounier** Négawatt 2011  
**Gérard Pierre** Négatep 2011  
**André Chassaing** Une nouvelle coopération énergétique mondiale  
**Claude Aaufort** Le tournant énergétique

### 24 COMBAT D'IDÉES

**Gérard Sreiff** : Le roman de l'Algérie

### 26 SONDAGES

Paradis fiscaux, Français pas dupes

### 27 PROGRAMME DU FRONT DE GAUCHE EN DÉBAT

Appel pour une reconquête de la fonction publique

### 28 NOTES DE SECTEUR

- École** **Marine Roussillon** Évaluation des enseignants : les enjeux d'une réforme  
**Jeunesse** **Isabelle De Almeida** Permettre aux jeunes de prendre en main leur avenir  
**Médias** **Jean-François Téaldi** Urgence pour la presse et le pluralisme !

### 30 CRITIQUES

- Coordonnées par **Marine Roussillon**
- Christian Laval, Francis Vergne, Pierre Clément, Guy Dreux, *La nouvelle école capitaliste*
  - Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques*
  - *Marx et la culture*
  - Bruno Fuligni, *La France rouge*

### 32 COMMUNISME EN QUESTION

**André Constatino Yazbek** Le marxisme est-il un humanisme ? Sartre et Althusser.

### 34 HISTOIRE

**Simone Roux** Quelques réflexions sur l'histoire de la bourgeoisie occidentale

### 36 SCIENCES

**Léo Coutellec** La démocratie épistémique comme condition d'une science citoyenne

### 38 CONTACTS / RESPONSABLES DES SECTEURS



**Part de femmes et part d'hommes s'exprimant dans ce numéro.**

Parce que prendre conscience d'un problème, c'est déjà un premier pas vers sa résolution, nous publions, chaque mois, un diagramme indiquant le pourcentage d'hommes et de femmes s'exprimant dans la revue.



Nous disposons d'une édition *La Revue du Projet* publiée et recommandée par la rédaction de **Mediapart**. Nous vous invitons à participer à cette collaboration en réagissant, en commentant et en diffusant largement les contributions que nous mettons en ligne. <http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet>

**Note :** Pour tout commentaire concernant cette édition, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : [nicolasdutent@gmail.com](mailto:nicolasdutent@gmail.com)



# QUESTIONS DE MÉTHODE

**V**ous reprendrez bien une part de sondage ? Et allez, allons-y ! La machine à crétiniser le débat public est lancée. Vous êtes priés de ne plus parler que d'une seule chose : qui monte et qui descend ? Vive le journalisme yo-yo... Sérieusement, les sondages sont un indicateur... comme un autre... mais leur hyper-présence dans le débat public en pervertit la nature.

Pas nouveau me direz-vous ? Certes. Mais alors, il faut se faire une idée claire de la manière de rétablir la possibilité de raisonnements complexes alors que l'espace médiatique dominant est une machine à produire un spectacle dont la ligne d'horizon principale est dans le meilleur des cas le métalangage sur les stratégies de manipulation, pardon je voulais dire de communication.

Le journal *Libération* nous en fournit en ce début d'année un bon exemple avec la publication *in extenso* de la lettre aux Français de François Hollande suivi du fameux sondage à la une du même journal affirmant que 30% des Français étaient prêts à voter Marine Le Pen. Après ces deux unes, critiquer le *Figaro* va se compliquer pour *Libération*.

Revenons à nos moutons. Où est la porte de sortie pour celles et ceux qui estiment, comme nous, qu'il doit exister en démocratie un espace de débat authentique ?

Personnellement, j'ai changé de point de vue en dix ans. Je croyais naïvement que la solution pour notre combat viendrait principalement d'une meilleure performance dans le jeu audiovisuel. Je ne le pense plus. À mes yeux, il est nécessaire de créer des nouvelles institutions du débat démocratique. Ma réflexion étant loin d'être achevée, j'évoque deux pistes assez classiques mais balbutiantes du point de vue de la pratique réelle.

Premièrement, il faut considérer que le rapport direct avec les citoyens constitue notre problème numéro un. Pas seulement distribuer des tracts et coller des affiches, mais établir un rapport constant, durable de débat et de mobilisation. L'étude Terra Nova sur la campagne de Barack Obama fournissait des pistes intéressantes de ce point de vue. En effet ce rapport montrait comment les nouvelles technologies pouvaient devenir l'outil par lequel s'organisait efficacement le retour au terrain, au contact direct, à la mise en mouvement de nos concitoyens et nos concitoyennes. En clair, faire évoluer nos conceptions de campagne dans le sens de la primauté absolue donné à l'activité de proximité.

Cette orientation s'appuie sur un constat : la formation des idées politiques se construit de moins en moins dans la confiance dans les grands médias et les grands vecteurs d'opinion et de plus en plus dans les réseaux humains les plus proches.

Entendons-nous : la question à mon sens n'est pas de faire du porte-à-porte comme des brutes (quoique...) mais que le porte-à-porte, les rencontres de proximité soient en permanence versés au pot commun de la mobilisation à construire. Il faut considérer qu'un lien direct doit s'établir et se perpétuer entre nos organisations politiques et les citoyens.

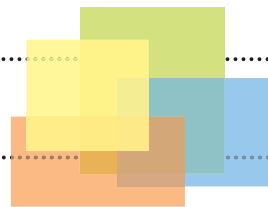
Deuxièmement, il faut sortir de la réduction de la politique au fait électoral. Les partis politiques ne doivent pas être (seulement...) des machines électorales. Pour notre camp, la question de la coupure des appareils politiques d'avec le peuple est cruciale. La majorité des travailleurs sont des petits employés et des ouvriers qui ont disparu du discours et de la pratique de l'ensemble de la gauche. C'est la force de l'idéologie que d'arriver à faire disparaître ce qui pourtant existe. Il s'agit donc pour nous de placer le

peuple, dans sa diversité, au centre du processus politique que nous proposons. C'est l'idée de *Révolution citoyenne*. C'est l'idée également que certains savants appellent réintroduire le peuple dans le roman national.

Quelles en sont les conséquences pratiques ? Considérer d'une part que les luttes locales pour la dignité du logement, contre les fermetures d'entreprises, pour la solidarité avec telle famille expulsée, d'autre part que les processus d'éducation populaire, enfin que le moment électoral forment ensemble notre conception de la politique.

Conclusion provisoire. Je ne suis pas certain que cet éditorial apportera beaucoup au lecteur. Mon obsession première est là : alors que les institutions actuelles, notamment médiatiques au sens traditionnel, verrouillent la capacité du débat politique à offrir des chaînes de raisonnement complexe, le salut pour nous me semble être dans la construction d'institutions nouvelles pour le débat et la mobilisation politiques.

Pendant un temps, le débat sur le changement des pratiques politiques à gauche, et singulièrement au Parti communiste, s'est fait sur le terrain de la normalisation avec les impératifs de l'idéologie dominante. Les oukases idéologiques divers et variés sur la nécessité de s'adapter aux "*couches nouvelles*", aux "*nouveaux mouvements sociaux*", aux "*mobilisations en réseau*" ont dominé. Le temps du renversement de cette réflexion est peut-être venu : comment se désadapter de l'idéologie dominante pour retrouver la politique ? ■



Je trouve que tu as raison camarade. En effet, est-on encore un homme si pour une simple raison de contrariété on déverse des bombes meurtrières sur une population désarmée et inoffensive ? Est-on encore un homme si en même temps qu'on présente son nouveau né, on fait tuer des milliers de personnes par ses soldats ? Est-on encore un homme si par temps froid on met dehors des hommes, leurs femmes et leurs enfants pour dire : oui, ils n'ont pas d'argent pour payer leur loyer, alors, le seul droit qui leur reste est de mourir de froid. Oui camarades, nous ne vivons plus dans un monde des hommes. Notre responsabilité à tous est de se mobiliser pour rendre ce monde aux hommes. Car, si nous n'y prenons garde, l'homme finira bientôt par devenir un objet. Heureusement que le parti communiste français existe encore. ■

**DJAGO**

Je trouve que les éditos de Patrice Bessac nous incitent à la réflexion et que nous avons besoin pour bien comprendre la société dans laquelle nous évoluons et construire les bases du rapport de forces idéologique pour en changer, de ce genre d'interpellation sur la question de la place de l'être humain dans cette société. Je partage l'approche de Patrice dans le dernier édito. Contrairement à ce que voudrait nous faire croire le capital l'être humain n'est pas libre nous sommes conditionnés économiquement, socialement, culturellement par les pouvoirs financiers qui nous abreuvent de la pensée unique et c'est effectivement des chaînes de cela qu'il faut se débarrasser. ■

**MICHEL GOGAIL**

« *Que le lecteur patient et indulgent se rassure : l'auteur de ces lignes n'a pas (encore ?) été touché par la grâce.* »

Peut-être en êtes-vous plus proche que vous ne le pensez. Il est un peu amusant qu'en France, dès que l'on s'approche du ... je vais employer le terme de spirituel, l'on soit obligé de mettre un petit commentaire pour s'excuser. On prête à Malraux la phrase « *le 21<sup>e</sup> siècle sera spirituel ou ne sera pas* », mais même s'il n'a pas écrit cette phrase, elle n'en reste pas moins prophétique. Pour prendre une autre citation « *ne fait pas à ton frère ce que tu ne veux pas que l'on te fasse* ». Et même si j'ai un peu dévié de votre propos, je vous rejoins sur votre dernière phrase avec cette citation que je trouve profondément communiste. ■

**TAKUANSOHO**

Plus ce à quoi on aspire est lointain, plus il ne se fait que dans l'imagination, et ainsi plus il est idéal. Le secret d'une forme de bonheur ?

Merci en tout cas de nous faire partager votre humanisme et votre joie, et puissent les puissants s'imprégner un peu des sagesses que vous citez. ■

**MICHEL FAUCONNET**

J'ai depuis peu commencé l'étude de la dialectique matérialiste, et le quotidien vient confirmer cette méthode d'analyse du mouvement réel. Depuis je suis devenu extrêmement insatisfait des limites politiques de nos démocraties.

Notre organisation de la production de la richesse nationale et des coopérations internationales : un immense gâchis, un déni de masse. Pourquoi asseoir la légitimité de la création monétaire exclusivement sur la propriété privée lucrative et nier les salariés seuls véritables producteurs ? L'émancipation est le but des droits de l'homme et la dignité concrète humaine. ■

**PHILIPPO**

**Le mois  
dernier peu  
de réactions  
au dossier  
« Démondialisation »,  
des commentaires  
par contre sur le site  
du PCF et sur  
Médiapart  
concernant l'édito  
« Nouveau  
Testament ».**



© Allan Sekula

5

*Europa, 2011*

## Allan Sekula

« ... C'est pourquoi le mantra\* indéfiniment répété comme quoi la photographie aurait enfin atteint, ou retrouvé, le statut d'Art, me semble tout à fait à côté de la question. Ce qui est bien plus intéressant, c'est la modestie du médium, et la connaissance essentielle développée à partir d'une attention prolongée et rigoureuse pour l'observation. C'est là un argument en faveur de l'aptitude de la photographie à représenter la vie économique [...] et de l'affinité entre documentaire et démocratie. »

**Allan Sekula**

La galerie Michel Rein' expose à Paris la dernière œuvre photographique d'Allan Sekula intitulé « Polonia and... » C'est l'occasion de découvrir et de faire redécouvrir un artiste majeur et décisif de l'art contemporain dont les œuvres lucides décrivent les arcanes du capitalisme néolibéral.

Tenu pour être l'un des artisans du renouveau du documentaire, Allan Sekula a construit son travail dans la continuité du documentaire engagé des Lewis Hine et Walker Evans tout en échappant au système médiatique. Loin de se parer de la posture de spectateur et de neutralité commune aux photojournalistes, Sekula se sert du médium photographique dont il apprécie la pauvreté et la modestie pour analyser les rapports sociaux et la totalité sociale du capitalisme.

Ayant forgé ses armes dans l'art conceptuel militant au moment de la guerre du Viêt Nam, son œuvre tient à la fois dans la justesse de ses photographies et dans la puissance de ses analyses. S'inspirant de la sociologie, Sekula n'hésite pas à citer les œuvres du philosophe marxiste György Lukács notamment de son concept de réalisme critique afin de décrire son œuvre monumentale « Fish Story » consacrée à la mer, cet « espace oublié » du capitalisme.

**ÉTIENNE CHOSSON**

\*Formule sacrée du brahmanisme qui possède, associée à certains rites, une vertu magique.

1) Galerie Michel Rein, 42, rue de Turenne - Paris 3<sup>e</sup>

L'énergie, un dossier brûlant qui suscite naturellement beaucoup de débats passionnés. Ce mois-ci, *La Revue du Projet* vous propose d'analyser l'ensemble des éléments pris en compte dans la réflexion du parti communiste français qui l'ont amené à énoncer dix principes pour une transition énergétique réussie.

ÉDITO

## QUELS CHOIX ÉNERGÉTIQUES ?

PAR AMAR BELLAL\*

**P**arler aujourd'hui d'énergie c'est être au carrefour d'un enjeu technique, politique, social, économique, écologique et ce sont des choix qui engagent plusieurs générations.

Droit à l'énergie, besoins en France et dans le monde et questions environnementales avec le réchauffement climatique et les pollutions directes, constituent un triple enjeu auquel il faut répondre simultanément. En effet, proposer des politiques qui négligent un seul de ces aspects, n'est pas crédible et terriblement dangereux pour l'avenir. C'est le cas par exemple d'une des variantes du scénario du GIEC mis en avant médiatiquement en mai 2011 sans réelle nuance et sans citer tous les détails de l'étude. Cette étude laisse entendre qu'il serait possible de produire à l'échelle mondiale 75 % de l'énergie par du renouvelable d'ici 2050. Pourtant, lorsqu'on lit dans le détail, on se rend compte qu'elle table sur des projections sous-estimant les besoins mondiaux, ce qui exclurait, de fait, des milliards d'êtres humains des perspectives de développement. Disons-le clairement, c'est inacceptable.

Depuis la maîtrise du feu, l'énergie est un des symboles de notre émancipation : elle nous soigne, nous nourrit, nous cultive, nous transporte... Elle conditionne notre niveau de productivité et donc la libération des forces productives qui peuvent ainsi se consacrer à d'autres activités, elle permet le mouvement du progrès. Une des originalités du projet communiste, à l'opposé du malthusianisme, est de trouver légitime la satisfaction des droits élémentaires de tous les êtres humains et cette conviction profonde qu'aujourd'hui, nous avons les capacités techniques de pouvoir y répondre complètement. Le principal obstacle à ce projet étant d'ordre politique, vu la nature du système capitaliste qui ne vise en aucun cas cet objectif,

mais la maximisation des profits. Dis-moi quelle quantité et type d'énergie tu consommes et je te dirais comment tu vis et quelle est ton espérance de vie... Tel pourrait être un résumé de l'importance que prend la satisfaction de ce droit. Pas étonnant que les débats liés aux choix énergétiques soient très souvent passionnels. Il y aurait beaucoup à dire sur les raisons profondes de ce phénomène mais si la passion est toujours aussi vive, c'est qu'elle interroge très étroitement notre relation au progrès, à la nature, au temps, à la confiance en la science et aux hommes qui l'élaborent, à notre relation aux risques que nous sommes prêts à accepter. Sur ce dernier point, prenons l'exemple des déchets nucléaires : les connaît-on vraiment ? A-t-on vraiment des éléments de comparaison avec le volume des déchets des autres activités humaines ? On serait étonné d'apprendre par exemple que la quantité des déchets ultimes de toute la production du parc électronucléaire français depuis son existence pourrait tenir dans une piscine olympique...

### LA NATURE MÊME DU CAPITALISME EST SOURCE DE POLLUTIONS

Pourtant est-on prêt à l'accepter ou devons-nous considérer que cela reste encore trop et qu'il faut par conséquent « sortir du nucléaire » ? La durée de nocivité est de plusieurs dizaines de milliers d'années, c'est un facteur dont il faut évidemment tenir compte. Des solutions sont par exemple étudiées tel que l'enfouissement dans des couches géologiques stables depuis plusieurs millions d'années, ce qui exclurait un retour à la biosphère. Ces problématiques de longue durée et de nocivité sont elles des questions spécifiques au nucléaire ? Prenons l'exemple des centrales à charbon et des secteurs du transport par route qui, en plus des gaz à effet de serre, rejettent des centaines de tonnes de métaux lourds chaque année dans la biosphère : rappelons-le ces déchets ont une durée de vie infinie, sont tout aussi nocifs et ne béné-

ficie pas de la même attention médiatique... Nous pourrions aussi faire ce même exercice de comparaison concernant la pollution réelle pour les différentes filières. L'accident de Fukushima est survenu à la suite d'un tremblement de terre d'une ampleur considérable, et à juste titre, l'attention s'est focalisée sur les rejets radioactifs dans l'océan et aux alentours sur terre ferme. Ce n'est pour autant pas la seule pollution. Des polluants toxiques de longue durée ont été rejetés dans l'océan suite au tsunami sur la côte japonaise notamment ceux de l'industrie chimique. La question de « la sortie de la chimie » a-t-elle été posée pour autant ? Une pollution n'en balaie pas une autre certes, mais nous devons nous efforcer de bien énoncer les problèmes, par exemple en ayant un examen sérieux du niveau de risque que nous sommes prêts à accepter, et des moyens que nous nous donnons pour le réduire au minimum. La question des moyens que l'on se donne est évidemment très politique et pointe du doigt la nature du capitalisme avec les défaillances de TEPCO pour Fukushima, mais aussi de BP lors de la marée noire du golfe du Mexique : des économies de quelques millions de dollars sur des systèmes de sécurité ont conduit à une des plus grandes pollutions maritimes de l'Histoire. C'est en ce sens que nous souhaitons un grand débat sur l'énergie, traitant tous les aspects, avec une réelle expertise scientifique, afin que les citoyens puissent choisir en toute connaissance de cause. Puisse ce dossier en être une vraie contribution. Je conclus en insistant aussi sur le fait que nous devons interroger nos modes de consommation. La société actuelle produit des biens qui se périment de plus en plus vite, préférant la valeur d'échange à la valeur d'usage des objets, les désirs construits artificiellement par la société de consommation aux services socialement utiles : sur ce terrain aussi la politique doit agir et inverser les logiques. ■

\*Amar Bellal est coordonnateur du dossier « Lumières sur l'énergie ».

# LES DÉFIS D'UNE GESTION DURABLE DE L'ÉNERGIE

**Choisir la voie du développement durable en matière d'énergie implique donc d'abord de chercher à comprendre les problèmes énergétiques dans leurs différentes dimensions : techniques, politiques, économiques, environnementales et sociales et ce aux différentes échelles spatiales.**

PAR BERNADETTE  
MÉRENNE-SCHOUMAKER\*

L'énergie est indispensable à la vie. Mais c'est aussi un bien qu'il faut produire, transporter, distribuer, ce qui a un coût et n'est pas exempt de nuisances. Avec l'augmentation de la population et des consommations, les tensions s'accroissent et les questions se multiplient : comment faire face à l'épuisement à terme des énergies fossiles, comment développer les énergies renouvelables, comment assumer l'inévitable augmentation des prix, comment réduire les effets environnementaux des productions et des consommations, facteur premier du réchauffement climatique... ? Les interrogations sont multiples et alimentent de nombreux débats car les réponses ne sont guère simples et impliquent des choix difficiles et non univoques car, derrière ces choix, se profilent des valeurs qui sont loin d'être partagées par tous. Cependant, quelles que soient les opinions, ces choix nous semblent indispensables si l'on veut assurer un avenir à l'humanité. En effet, le système actuellement en vigueur n'est pas durable ni économiquement, ni socialement, ni en termes environnementaux.

## CONSOMMER MIEUX ET MOINS

Quels sont dès lors les défis d'une gestion durable de l'énergie ? Il s'agit d'abord de réduire les consommations en économisant au maximum l'énergie et en accroissant l'efficacité et, parallèlement, de diversifier les ressources et les approvisionnements. Ces changements doivent par ailleurs intervenir dans quatre champs prioritaires : transports et mobilité, aménagement du territoire et urbanisme, modes de consommation et réduction des inégalités (B. Barré et B. Mérenne-Schoumaker, 2011). Les économies d'énergie sont certainement l'axe prioritaire : il faut consommer mieux et moins, surtout dans les pays ou secteurs où l'on surconsomme : les pays développés, certains espaces des pays émergents, certains secteurs d'ac-

tivités comme la production d'énergie elle-même, les transports ou le logement. Cette réduction drastique des consommations passe non seulement par des solutions techniques mais aussi par de nouveaux comportements que nous évoquerons plus loin. En termes techniques, il faut accroître l'efficacité énergétique ou rapport entre ce que produit un dispositif ou un système, et ce qu'il absorbe comme énergie ce qui implique des progrès technologiques, donc des recherches et des moyens financiers mais aussi un cadre législatif et des aides pour contraindre, pénaliser ou favoriser, en d'autres termes des « bâtons » et des « carottes ».

“ *Il faut donc que les pays développés et en particulier leurs habitants les plus riches consomment moins pour permettre aux pays peu ou moins développés de consommer plus* ”

## DES BOUQUETS ÉNERGÉTIQUES SPÉCIFIQUES

Diversifier les ressources et les approvisionnements est aussi indispensable ; il faut que les choix diffèrent selon les lieux car ils doivent intégrer les ressources disponibles, les types de milieux (urbains ou ruraux), la situation géographique, les contraintes des approvisionnements, les moyens financiers et technologiques... Nous plaillons ainsi pour des bouquets énergétiques spécifiques à toutes les échelles (locales, régionales, nationales) plus en adéquation avec les potentialités et les spécificités des territoires ; bien entendu, cela ne doit pas empêcher la promotion de solidarités entre pays et surtout entre les plus développés et les plus pauvres principalement en matière de transfert de technologies. Nos modes de vie et la mondialisation croissante de l'économie et du commerce ont entraîné un important développement des transports. Or ceux-ci représentent aujourd'hui 28 % de la consom-

mation mondiale d'énergie : ils sont à 93 % dépendants des produits pétroliers et leur part dans la demande finale de ces produits devrait passer de 50 % en 2000 à 60 % en 2030. Face à la pénurie annoncée de pétrole et l'impérieuse nécessité de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, agir sur les transports est devenu un impératif. Deux axes semblent alors s'imposer : transporter "moins" en réduisant les volumes de trafic (le nombre de déplacements, les distances parcourues par les hommes et les marchandises...) et transporter "mieux" en favorisant un report des trafics routiers vers les modes moins consommateurs et moins polluants (ferroviaire, fluvial, transports collectifs, marche à pied...).

## RÉDUCTION DE L'ÉTALEMENT URBAIN

Les densités comme la répartition des activités et des hommes sur un territoire ont un effet sur la consommation d'énergie car elles conditionnent les flux, les distances parcourues, les modes de transport utilisés et parfois les coûts de chauffage. On oppose ainsi la ville compacte favorisant les déplacements de courte distance et l'utilisation des transports publics aux villes étalées, villes avec des grandes distances à forte spécialisation fonctionnelle (zonage de l'habitat, des activités, des services et des espaces de loisirs). Consommer mieux l'énergie tout en consommant moins passe donc par la réduction de l'étalement urbain et par une plus grande mixité des fonctions.

Si les politiques de maîtrise de la demande d'énergie ont assez bien réussi auprès des industriels, il n'en va pas de même pour les ménages qui continuent à accroître leur consommation. Or il existe en ce domaine d'importants gisements d'économies possibles non seulement au niveau du chauffage ou de l'éclairage mais encore des loisirs-culture et du bureau. Il faut donc amplifier les instruments de politiques publiques (fiscaux, réglementaires, de sensibilisation) et sans doute les compléter. Ainsi, il serait utile de promouvoir davantage les circuits courts ou de renforcer les normes de l'étiquette énergie mise au point par la Commission européenne. Il faut aussi mieux informer et former les populations dès l'école élémentaire. Comme pour les transports, il s'agit de consommer moins et de consommer mieux.

Aujourd'hui plus que jamais, l'accès à

l'énergie se répartit de façon très inégale sur la Terre : entre les continents, entre les pays et aussi et, de plus en plus, au sein d'un même pays ; un quart de la population mondiale consomme les trois-quarts de l'énergie. De telles inégalités ne peuvent perdurer car elles mettent en cause l'avenir même du Monde condition indispensable non seulement à leur développement mais encore à des conditions de vie plus décentes. Quelles sont les voies possibles, comment mettre en place un nouvel ordre économique mondial ? Des réponses technologiques sont sans doute indispensables mais elles ne peuvent suffire ; il faut y ajouter un important volet politique et comportemental.

## D'AUTRES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

Ainsi, une décroissance de 3 % des consommations d'énergie des pays de l'OCDE d'ici 2020 permettrait une quasi-stagnation des consommations mondiales et cette décroissance pourrait venir en grande partie des gains d'efficacité (R. Bonnaterre, *Le blog des énergies nouvelles*, 27 mai 2009).

Par ailleurs, il est indispensable de concevoir pour le Sud d'autres modèles de développement que ceux qui ont été développés dans le Nord en privilégiant trois pistes majeures : une plus forte diversification des ressources, un plus grand recours aux énergies renouvelables et une plus grande efficacité énergétique, ce qui impose une aide technique et financière des pays du Nord. Dans les pays développés, il faut sans doute aussi moins aider les plus riches et taxer leurs surconsommations pour aider les plus pauvres en supprimant par exemple les aides à l'installation de

panneaux photovoltaïques aux particuliers pour disposer de plus de moyens pour isoler les logements sociaux.

## UNE VIE AGRÉABLE MAIS PLUS SOBRE

Comme le dit bien P. Radane (2005, pp. 239-241), « il est totalement suicidaire de voir les uns acculés dans le dénuement, tandis que d'autres s'installent dans le gaspillage et la destruction. Il faut ouvrir une voie politique qui prenne acte de l'expansion humaine et qui assure l'indispensable stabilité mondiale pour un projet égalitaire. Il n'y aura de paix durable dans ce siècle que s'il y a convergence des niveaux de développement et réduction des inégalités. Et la question de l'énergie est au cœur de ce débat. [...] Le nœud ne s'ouvrira que quand chacun individuellement aura perçu qu'une vie agréable mais plus sobre est possible, que de nouveaux espaces s'ouvrent heureusement simultanément pour enrichir nos vies et que cela conditionne la paix et la cohérence sociale. Là seulement sera exprimé un mandat politique clair ». À cette fin (J.-M. Chevalier, 2009, p. 288), « Il faut donc re-politiser les questions énergétiques et ce, à tous les niveaux : mondial, régional, national et local [...]. Il faut à la fois renforcer la régulation mondiale et inventer de nouvelles formes de régulation pour mieux réglementer des problèmes tels que l'argent et la finance, la pollution et des questions comme le droit de la mer, les droits de propriétés, les responsabilités des États, des entreprises et des particuliers, le règlement des conflits et des différents. [...] La mondialisation de l'économie s'est beaucoup accélérée depuis quelques années mais la mondialisation de la géopoliti-

tique est beaucoup plus lente. Les nations sont toujours là, défendant égoïstement leurs richesses, leurs intérêts locaux et leurs ambitions ».

Un autre monde dit P. Papon (2007, p. 256), « c'est un univers où l'énergie n'est plus seulement un enjeu de puissance mais où elle est aussi un facteur d'un développement plus équitable. Un débat est donc nécessaire sur les enjeux, les moyens des politiques énergétiques et les options qui sont ouvertes. Il y a nécessairement des dimensions politiques, scientifiques et techniques mais aussi éthiques. Choisir la voie du développement durable en matière d'énergie implique donc d'abord de chercher à comprendre les problèmes énergétiques dans leurs différentes dimensions : techniques, politiques, économiques, environnementales et sociales et ce aux différentes échelles spatiales afin de pouvoir se questionner correctement et se forger une opinion et *in fine* pouvoir faire des choix en connaissance de cause. ■

\*Bernadette Mérenne-Schoumaker est professeure de géographie à l'Université de Liège.

## Bibliographie

- Bertrand Barré, Bernadette Mérenne - Schoumaker, *Atlas mondial des énergies. Mieuxconsommer dans un monde global*, Autrement, 2011.
- Jean-Marie Chevalier *Les nouveaux défis de l'énergie, Climat-Economie-Géopolitique*, Economica, 2009.
- Bernadette Mérenne - Schoumaker *Géographie de l'énergie, Acteurs, lieux et enjeux*, Belin SUP Géographie, 2007 et 2011.
- Pierre Papon *L'énergie à l'heure des choix*, Belin, 2007.
- Pierre Radanne *Énergies de ton siècle ! Des crises à la mutation*, Editions Lignes de Repères, 2005.

## UN PÔLE PUBLIC DE L'ÉNERGIE

**Il est plus que temps de tirer le bilan des dérèglementations du secteur de l'énergie en France et en Europe afin de réorienter une politique vers des logiques de long terme et de maîtrise publique.**

PAR VALÉRIE GONÇALVÈS\*

**A**u même titre que l'accès à l'alimentation ou la santé, l'accès à l'énergie est un élément déterminant pour l'émancipation et l'épanouissement des peuples, pour la réduction des inégalités. Depuis un siècle, la maîtrise des ressources en énergie (le charbon, le pétrole, le gaz et le nucléaire) a permis une hausse considérable du niveau de

vie des populations, spécialement dans les pays développés.

Les pays se sont appuyés majoritairement sur les ressources fossiles pour asseoir leur développement économique. Il en va donc de la responsabilité de ces pays qui ont massivement utilisé ces ressources de donner la priorité à d'autres modes de production d'énergie qu'ils maîtrisent, d'investir beaucoup plus massivement dans la

recherche pour obtenir des modes de production plus respectueux de la planète, de mettre en place de vrais plans d'économie d'énergie et enfin d'effectuer les transferts technologiques nécessaires afin que les pays en voie de développement et les pays pauvres puissent bénéficier des acquis scientifiques pour inscrire dès le départ leur développement dans un cadre durable et respectueux de l'environnement.



La consommation énergétique ne peut que croître pour deux raisons : l'une est l'accroissement de la population qui devrait atteindre 9 milliards en 2050, l'autre réside dans le fait que les pays en développement ne peuvent élever leur niveau de vie qu'en augmentant leur consommation énergétique. Sur 6,7 milliards d'habitants qui peuplent la planète, 2 milliards n'ont pas accès à l'électricité. En France, 3,7 millions de foyers sont en précarité énergétique. En 2009, ce sont 100 000 coupures gaz et 150 000 en électricité qui ont été opérées. Entre aujourd'hui et 2025, la population mondiale passera de 6,7 à 8 milliards d'êtres humains. La consommation d'énergie primaire passera de 12 giga tonnes équivalent pétrole à 17 Gtep. En 2050, elle sera située entre 20 et 30 giga tonnes équivalent pétrole. La Chine et l'Inde représenteront à elles seules 40 % de cette croissance. Enfin, 25 % de la population mondiale consomme près des 2/3 des ressources d'énergie.

À l'échelle mondiale, la réponse actuelle à la demande croissante d'énergie est assurée à plus de 80 % par les ressources fossiles (charbon environ 23%, plus de 60 % pour le pétrole et le gaz). Le charbon, le pétrole et le gaz, dans des proportions différentes, sont émetteurs de gaz à effet de serre. Le charbon est l'énergie fossile la plus abondante sur la planète, la mieux répartie entre les continents et la plus accessible pour les pays du Sud. Mais c'est aussi l'énergie la plus polluante, notamment quant aux émissions de CO<sub>2</sub>. L'incontournable besoin de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> détermine l'avenir de l'ensemble des activités de la filière énergétique.

Au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle, si les besoins sont énormes, l'humanité dispose d'une panoplie inégalée de sources d'énergie non émettrices de gaz à effet de serre, à des stades de développement différents, mais avec d'énormes potentialités encore inexploitées. Elles ne sont pas concurrentes ! Toutes ces sources sont ou seront complémentaires et doivent faire partie d'un bouquet énergétique diversifié comme nous en faisons la proposition.

#### UNE MISE EN CONCURRENCE INQUIÉTANTE

Il est plus que temps de tirer le bilan des dérèglementations du secteur de l'énergie en France et en Europe afin de réorienter une politique vers des logiques de long terme et de maîtrise publique. D'ailleurs, une étude de la CES et de l'EPSU a analysé que la dérèglementa-

tion du secteur depuis douze ans environ a coûté 250 milliards d'euros.

Après la dislocation des entreprises intégrées qui s'est opérée, une des dernières trouvailles de la droite est d'ouvrir à la concurrence les concessions hydrauliques. En effet, la mise en concurrence des concessions hydrauliques est l'une des conséquences du changement de statut d'EDF en société anonyme et de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques. En effet, c'est le statut d'établissement public qui permettait de déroger à la mise en concurrence des concessions lors de leur renouvellement.

L'attribution à d'autres opérateurs de l'exploitation d'ouvrages hydrauliques jusqu'alors concédés au titre du droit de préférence au concessionnaire sortant pose naturellement de nombreuses interrogations et inquiétudes. Elles concernent la sécurité des ouvrages, l'aménagement des territoires, la gestion des usages de l'eau, le coût d'exploitation, les questions industrielles et sociales.

Vient également se profiler l'ouverture à la concurrence des concessions de distribution de l'électricité et du gaz. Aujourd'hui, c'est ERDF (filiale 100 % EDF) qui assure le monopole de la gestion des concessions (sauf pour les entreprises qui ont échappé à la nationalisation de 1946 : ENN), garantie de la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement et de péréquation tarifaire. Ce projet qui serait guidé par une directive européenne pourrait bien remettre en cause ce fondement de service public. Après les désastreuses transpositions des directives européennes dans le secteur de

l'énergie, ce serait tout l'édifice du service public de l'électricité qui serait remis en cause !

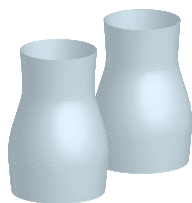
#### SERVICE PUBLIC ET INTÉRÊT GÉNÉRAL

Au regard des enjeux du secteur énergétique, le PCF propose de créer un pôle public de l'énergie qui pourrait être un acteur important de la politique de coopération de la France, en Europe et dans le monde. A travers cette proposition, le PCF souhaite mobiliser dans une même dynamique et de manière efficace tous les acteurs industriels, publics comme privés, pour la mise en œuvre d'une politique énergétique visant le progrès social et répondant aux grands défis écologiques posés en ce début de troisième millénaire et ainsi contraindre tous les acteurs industriels de ce secteur à mettre en œuvre des critères de gestion, allant dans le sens du service public et de l'intérêt général.

Il s'agit là de favoriser l'enclenchement d'un processus de coopérations industrielles et d'harmonisation sociale qui se substituerait à la concurrence économique et au dumping social.

L'Union européenne couvre ses besoins énergétiques à 50% à partir des produits importés et si rien n'est entrepris, d'ici 2020 ou 2030, ce chiffre s'élèvera à 70%. La proposition de la création d'une agence européenne de l'énergie a tout son sens. Le principe de base doit être celui de la coopération des opérateurs. C'est la meilleure approche pour répondre aux besoins dans les conditions les meilleures et en finir avec la guerre économique visant à conquérir des parts de marché et à absorber le

### DÉCHETS PRODUITS POUR PRODUIRE 1TWH D'ÉLECTRICITÉ



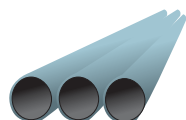
#### Nucléaire

150 kg de Déchets ultimes  
à vie longue (volume de 10 à 15 litres)



#### Charbon

60 000 tonnes déchets solides principalement évacué dans l'atmosphère : cendre, suie aérosol, mercure, arsenic, antimoine.



#### Gaz

35 000 et 25 000 tonnes déchets solides principalement évacué dans l'atmosphère

concurrent adversaire. Elle pourra favoriser la notion de groupement d'achat à long terme et la sécurité d'approvisionnement notamment.

Enfin, les familles les plus modestes dépensent plus de 15 % de leurs revenus à régler leur facture. L'énergie est un droit essentiel, inaliénable, consubstantiel du

développement humain. Chacun doit y avoir accès quels que soient ses revenus. Nous proposons que ce droit soit réellement effectif. Dans l'immédiat, les groupes communistes parlementaires ont déjà déposé un projet de loi pour l'interdiction des coupures de l'électricité et du gaz en période hivernale.

Résolument, le PCF souhaite que les enjeux énergétiques fassent l'objet d'un grand débat public. Nous y contribuons fortement à travers nos « dix principes pour une transition réussie » dans le cadre des élections présidentielle et législatives. ■

\*Valérie Gonçalves est responsable du secteur énergie du PCF

## UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE RÉPONDANT AUX BESOINS

**La question du droit à l'énergie est essentielle car l'énergie permet non seulement de se chauffer, s'éclairer mais également d'accéder à la santé, à la culture, à l'éducation. Or son accès est loin d'être gagné puisque 1,6 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité et 8 millions de français vivent en précarité énergétique.**

PAR MARIE-CLAIRE GAILLETEAU\*

L'accident de Fukushima a remis au devant de la scène la production d'énergie à partir de l'atome. Malgré tout, le débat concerne la politique énergétique dans sa globalité en partant de la nécessaire réponse aux besoins. Il y a urgence à réduire les inégalités sur la planète, entre les pays et, à l'intérieur des pays, entre les citoyens. Le développement qui creuse les inégalités n'est pas envisageable, il n'est plus acceptable que le développement des uns se fasse au détriment de celui des autres. Il est impératif de réfléchir à d'autres modes de développement qui réduisent les inégalités. Le développement de nos pays occidentaux, fondé sur l'énergie et par conséquent essentiellement sur la possession des ressources fossiles, nous a conduit à nous accaparer celles-ci, bien souvent de manière peu pacifique, à tel point que leur existence a été qualifiée par certains pays africains de « malédiction des sous-sols », car source de conflits. Par conséquent, il est nécessaire que celles-ci soient considérées comme des biens publics mondiaux de l'humanité, à gérer collectivement.

### PRENDRE À BRAS LE CORPS LA QUESTION DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

L'urgence aujourd'hui est de prendre à bras le corps la question du réchauffement climatique. Si nous n'arrivons pas à le stabiliser, c'est à dire le limiter d'ici 2050 à 2°, ce qui signifie pour un pays comme la France diminuer par quatre ses émissions de CO<sub>2</sub>, les conséquences seront très sérieuses. Elles auraient à voir directement avec les questions de l'eau, que cela soit dû à la montée des océans – qui rayera par exemple les Maldives du globe, ce qui incite son président à chercher un point

de chute pour les 300 000 personnes composant sa nation ou provoquera le débordement de lacs et mettra en péril des villages entiers comme au Bhoutan – ou à l'accroissement de la sécheresse dans des zones déjà très sèches. On peut constater que les régions qui souffriraient le plus sont celles déjà touchées de plein fouet par les problèmes de satisfaction des besoins élémentaires, comme l'Afrique. Les millions de réfugiés climatiques qui en découleraient poseraient

« Prendre des décisions pour économiser l'énergie c'est par exemple isoler massivement l'habitat, revoir l'urbanisme et l'aménagement du territoire, développer les transports collectifs, relocaliser des productions. »

des problèmes de tension géopolitiques extrêmement graves.

Cela conduit à développer l'idée, pour gagner un développement humain durable, d'utiliser la *mix* énergétique le mieux approprié à chaque pays en fonction de son histoire, de son niveau technologique, de sa géographie... s'appuyant sur des économies d'énergie et remettant en cause les modes de développement qui ont conduit à la situation actuelle. Prendre des décisions pour économiser l'énergie c'est par exemple isoler massivement l'habitat, revoir l'urbanisme et l'aménagement du territoire, développer les transports collectifs, relocaliser des productions. Ce sont des décisions lourdes et structurantes, très politiques, qui disent la société dans laquelle nous voulons vivre ensemble.

Dans ce *mix*, la recherche joue un rôle fondamental. En effet, c'est elle qui permettra d'amener à maturité des technologies permettant de vraies ruptures comme le stockage de l'électricité ou la fusion, mais également plus proche de nous des progrès dans l'énergie solaire avec l'utilisation de nouveaux matériaux et l'amélioration des *process* de production, ainsi que dans le domaine du nucléaire avec l'introduction rapide de la génération 4. Le captage et stockage du CO<sub>2</sub> sont également un champ à approfondir pour arriver à industrialiser ces technologies.

### UN MIX ÉNERGÉTIQUE

Utiliser toutes les formes de productions d'énergie dé-carbonnée sans oublier de raisonner globalement et de prendre en compte tous les matériaux nécessaires, comme les terres rares de plus en plus présentes dans les technologies de pointe (aimant d'éolienne, cellules photovoltaïques, batteries...) et de mesurer les effets sur le système global (réseaux de transport et distribution, interconnexion et bien entendu coûts...).

Dans l'état actuel de nos connaissances, l'énergie nucléaire a une place incontournable dans le *mix* énergétique. Cette industrie doit recevoir tous les atouts de la sûreté : une parfaite maîtrise technologique, une autorité de sûreté indépendante, un statut de haut niveau pour tous les travailleurs du secteur, une organisation et des conditions de travail irréprochables. En effet un des premiers facteurs en termes de sûreté, c'est le facteur humain. Au niveau mondial, le développement de cette forme de production d'énergie continuera, et c'est nécessaire compte tenu de tous les enjeux évoqués précédemment. Les grands programmes

nucléaires dans le monde n'ont pas été arrêtés.

Si l'Allemagne a quant à elle annoncé sa décision de sortir du nucléaire, elle va faire appel, pour compenser la production manquante, au charbon et au gaz. Elle émettra donc davantage de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, ce qui signifie que la question du réchauffement climatique et de ses conséquences sur les peuples de la planète, en particulier les plus pauvres qui seront les plus touchés, apparaît secondaire à ses yeux. Le bilan de ce choix devra également être fait d'un point de vue des coûts, puisque 4000 kms de lignes électriques supplémentaires vont notamment devoir être construites pour rapatrier l'électricité produite par les parcs éoliens *offshore* en mer du Nord dans la partie sud de l'Allemagne où se situe principalement la consommation. Des subventions seront accordées aux entreprises pour compenser les augmentations de tarif. *In fine* ce sont encore les usagers qui payeront.

Le scénario Négawatt tracerait la voie d'un avenir sans nucléaire. Celui-ci part de l'hypothèse de la sortie du nucléaire et cherche à faire rentrer au chausse-pied les besoins dans une chaussure trop petite s'il faut en même temps répondre aux enjeux climatiques. Hormis le fait qu'aucune analyse économique et sociale n'est faite et qu'il existe une impasse complète sur les infrastructures réseau, le pari sur des technologies non matures comme la méthanation risque dans ce scénario de conduire à recourir fortement aux ressources fossiles.

### LE NUCLÉAIRE AVEC OU SANS LA FRANCE ?

La question posée aujourd'hui n'est pas de savoir s'il y aura ou non production d'énergie nucléaire mais si cela se fera

avec ou sans la France, et dans quelles conditions. C'est ce que doit nous enseigner Fukushima : il est indispensable que le secteur énergétique, hautement stratégique, soit sous maîtrise publique, au travers d'une appropriation sociale du secteur matérialisée par un pôle public de l'énergie, qui permette d'aller vers des nationalisations nouvelles.

Si nous laissons ce secteur aux mains des libéraux nous allons au devant de risques importants et rien n'est exclu. C'est pour cette raison que le point fondamental aujourd'hui n'est pas la dispute sur telle ou telle technologie mais plutôt d'unir nos efforts sur la maîtrise publique de tout le secteur. Pour terminer, je souhaiterais, pour alimenter le débat partager quelques réflexions. Le choix de la politique énergétique structure fortement la société. Nous avons besoin d'énergie pour satisfaire nos besoins. Plus d'énergie qu'aujourd'hui afin que tout citoyen sur terre puisse y avoir accès. Et en proportion plus d'électricité pour contraindre le réchauffement climatique. Chaque forme de production d'énergie possède ses avantages et ses inconvénients. Il n'y a pas de solution magique. Souvent, ceux qui craignent la production d'énergie nucléaire en invoquant une technique compliquée et non maîtrisable projettent une foi démesurée sur une technique providentielle qui résoudrait tous nos problèmes. La crainte subjective ou l'espérance infinie dans la science relèvent de la même méconnaissance.

Ceux qui de bonne foi craignent l'énergie nucléaire et veulent en sortir n'ont pas forcément conscience qu'ils ne font que déplacer les risques sur d'autres. En effet, l'énergie consommée ici sera produite

ailleurs à partir du charbon ou du gaz dans des endroits où souvent les conditions sociales et environnementales sont moins bonnes. Le risque est donc délocalisé. Est-ce acceptable ?

Au fond, les questions qui nous sont posées collectivement rejoignent des préoccupations et interrogations plus vastes et touchent à des problèmes fondamentaux pour nos sociétés. Elles nous interrogent sur nos modes de développement, sur la gestion du risque dans une société industrialisée, sur la capacité de l'homme à maîtriser la complexité. Cette réflexion s'inscrit dans une période de recul de la place de la science dans la société. Initiée par la rupture du lien entre progrès technique et progrès social, alimentée par les scandales tels le sang contaminé ou plus récemment ceux de l'industrie pharmaceutique (Médiator, prothèses...). C'est la parole de l'expert, du scientifique (qui peut être le médecin) qui est mise en doute avec celle du politique. C'est par exemple aux États-Unis la contestation de la théorie de l'évolution, et plus récemment, celle du réchauffement climatique.

Période bousculée et instable, certains la nomment intercalaire, on pourrait également la qualifier de charnière. Mais pour ce qui est des questions énergétiques, où nous avons besoin de nous projeter un demi-siècle à l'avance, l'instant n'est pas simple, alors que nous sommes à la croisée des chemins. La seule issue est un véritable débat démocratique serein et sans tabous tel que le propose le Front de Gauche. ■

\*Marie-Claire Cailleteau est responsable de la Fédération nationale des mines et de l'énergie CGT.

## UN DROIT À L'ÉNERGIE

**Aujourd'hui, l'énergie est un produit de première nécessité. Sans l'énergie, que serait en effet l'accès aux droits fondamentaux ?**

PAR DENIS COHEN\*

**A**insi, l'accès aux soins : il faut bien produire et réfrigérer les médicaments et pas un hôpital ou centre de santé ne peut fonctionner sans électricité. Ainsi, la mobilité elle-même, impensable sans consommation d'énergie, est la condition de l'accès à nombre de droits, à l'emploi et à la formation par exemple. Ainsi, des conditions normales d'existence sont indispensables sans l'accès

à l'électricité, au chauffage. Bref, être un homme parmi les hommes implique l'accès à l'énergie. Tel est le sens que je donne au droit à l'énergie, un droit à la fois individuel et social, que je ne conçois pas comme un droit à un usage illimité, déraisonnable, usage inhérent à cette société inégalitaire. Garantir ce droit tout en tenant compte des impératifs écologiques doit être l'objectif d'une politique énergétique.

Et ce qui est vrai en France l'est à l'échelle

du monde : qu'on le veuille ou non, il n'y aura pas de droit au développement sans une énergie abondante, de qualité, au meilleur coût. Or, deux milliards d'êtres humains n'ont accès à l'énergie qu'à travers du bois de chauffe, ce sont souvent les femmes et les enfants qui cherchent le bois ce qui n'est pas sans poser des problèmes de scolarité, cette pratique en outre est souvent facteur de déforestation. Ceci au moment où nous assistons à l'épuisement de ressources naturelles comme le pétrole et le gaz, épuisement proche puisqu'il se situe à l'échelle d'une vie humaine et que les conséquences écologiques et climatiques de l'exploitation des combustibles fossiles deviennent irréversibles.

Il faut savoir encore que la consommation des ressources naturelles des quarante dernières années dépasse celle cumulée par toutes les générations qui ont vécu depuis les origines de l'homme. Enfin, l'accident de Fukushima au Japon relance le débat public sur les risques liés à l'énergie nucléaire en même temps que sa pertinence.

## LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Il est donc évident que nous sommes à l'heure des choix. Des solutions existent. Elles ne sont pas simples. Elles nécessitent créativité et novation politique et sont, de fait, l'un des enjeux des élections en 2012. Le rapport de Philippe Pelletier<sup>1</sup> propose

une définition de la précarité énergétique résultant de trois facteurs : la faiblesse des revenus, la mauvaise qualité thermique des logements occupés, la difficulté de s'acquitter des factures d'énergie. Est en précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières nécessaires à la satisfaction de ses besoins énergétiques élémentaires en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources et de ses conditions d'habitat. Ainsi, aujourd'hui environ 3,4 millions de ménages dépensent plus de 10 % de leurs revenus à régler leur facture d'énergie, ce qui les place en situation de précarité énergétique. 87 % d'entre eux vivent dans le parc locatif privé et

70 % appartiennent à la population percevant les plus bas revenus. L'énergie est aussi un droit essentiel. Le droit à l'électricité est porteur d'une caractéristique spécifique : il déclenche l'accès à d'autres droits. Il peut favoriser le droit à la culture et à la communication par la radio, la télévision, la téléphonie. Il ouvre le droit au transport. Il permet le développement des forces productives. ■

**\*Denis Cohen** a été secrétaire général de la fédération CGT de l'énergie de 1989 à 2003 et il est l'auteur de *Nucléaire : débattre avant de décider*, Fondation Gabriel-Péri, 2011.

1) Pour une meilleure efficacité des aides à la performance énergétique des logements privés, Plan bâtiment Grenelle, 15 avril 2011.

## L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE : UNE CHANCE POUR LA FRANCE

**Les premiers réacteurs nucléaires sont naturels. Ils ont existé il y a environ deux milliards d'années, une époque où il n'existait que des organismes vivants rudimentaires. Sur le site d'Oklo, en Afrique, les vestiges de près d'une vingtaine de réacteurs nucléaires naturels ayant démarré spontanément ont été découverts.**

PAR CHRISTIAN NGÔ\*

Humanité consomme de plus en plus d'énergie car la population mondiale et le niveau de vie de vie des pays en voie de développement augmentent. Entre 1900 et 2000, la population mondiale a été multipliée par 3,5 et la consommation d'énergie par 10. En deux siècles, la France a multiplié sa population par deux et sa consommation d'énergie par 28.

Grâce à de meilleures conditions de vie, l'espérance de vie, qui était en France de moins de 30 ans avant la révolution est passée à 50 ans en 1900 et dépasse aujourd'hui 80 ans. Par contre, celle des populations les plus pauvres de la planète est inférieure à 40 ans.

L'énergie abondante et pas chère a permis le développement économique fulgurant observé depuis deux siècles. Avec 0,10 € on achète environ 1 kWh d'électricité ce qui correspond au travail manuel fourni par deux bûcherons dans une journée !

### UN MONDE DOMINÉ PAR LES COMBUSTIBLES FOSSILES

La consommation énergétique mondiale est dominée par les combustibles fossiles (pétrole, gaz naturel et charbon) qui représentent environ 80% de ce que

consomme l'humanité pour ses besoins. Malgré cela, nous sommes de gros consommateurs d'énergies renouvelables (biomasse, déchets organiques, hydraulique...). Nous en consommons aujourd'hui environ 6 fois plus qu'il y a deux siècles et elles sont encore la source principale d'énergie pour 3 fois plus d'habitants qu'à cette époque.

En 1950, la France consommait près de 30 TWh d'électricité. En 2005, cette consommation dépassait les 480 TWh dont presque 60 TWh issus de l'hydraulique. Si notre pays avait gardé son niveau de vie des années 1950, l'hydraulique suffirait à nos besoins électriques et nous pourrions même exporter de l'électricité. Grâce à des réserves importantes, le charbon va être de plus en plus utilisé mais il est très polluant. Le solaire est l'énergie de l'avenir mais il faudra attendre de nouvelles technologies permettant de l'exploiter à bas coût ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. La biomasse deviendra stratégique dans le futur car ce sera la seule source de carbone organique pour la chimie lorsque le pétrole et le gaz naturel seront rares. La biomasse marine, notamment, sera peut-être demain une source de pétrole synthétique irremplaçable.

Le défi énergétique d'aujourd'hui est : - de réduire nos émissions de gaz carbo-

nique (les activités humaines en émettent environ 2 fois plus que ce que la nature peut absorber) pour lutter contre l'augmentation de l'effet de serre ; - d'économiser nos combustibles fossiles car ils sont épuisables (nous avons sans doute consommé aujourd'hui la moitié du pétrole conventionnel existant sur la terre).

Pour répondre à ce défi, nous devons être sobres, efficaces et utiliser plus largement les sources d'énergies qui n'émettent pas de gaz carbonique : énergies renouvelables et nucléaire.

### L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE : UN CONCENTRÉ D'ÉNERGIE

La caractéristique principale de l'énergie nucléaire est qu'elle est concentrée : 1 g de matière fissile peut libérer 2 millions de fois plus d'énergie que 1g de pétrole. Il s'ensuit aussi que le volume des déchets générés est très faible si bien qu'on peut envisager de les stocker. On libère de l'énergie en cassant certains noyaux lourds, comme l'isotope 235 de l'uranium : c'est le phénomène de fission exploité dans les réacteurs nucléaires actuels qui fournissent 78% de l'électricité française.

Les premiers réacteurs nucléaires sont naturels. Ils ont existé il y a environ deux milliards d'années, une époque où il

n'existait que des organismes vivants rudimentaires. Sur le site d'Oklo, en Afrique, les vestiges de près d'une vingtaine de réacteurs nucléaires naturels ayant démarré spontanément ont été découverts. Ce phénomène exceptionnel s'est produit car l'uranium naturel de cette époque était, pour des raisons physiques, analogue au combustible qu'utilise aujourd'hui EDF pour ses réacteurs. À grande profondeur, dans un milieu saturé en eau, on avait des conditions analogues à celles des réacteurs utilisés aujourd'hui en France. Ils ont fonctionné pendant des centaines de milliers d'années à faible puissance avant de s'arrêter faute de combustible. On a vérifié que les déchets nucléaires produits, à même le sol, sont restés sur place.

### L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE

Développer une industrie nucléaire est complexe et demande un niveau technologique que seuls certains pays possèdent ; c'est le cas de la France. Dans un système libéral où des actionnaires veulent rapidement gagner de l'argent, le nucléaire n'est pas une bonne solution : l'investissement est important et le temps de retour long. Pour faire des profits rapides il vaut mieux développer des centrales au gaz naturel ou au charbon. L'investissement est plus faible et le prix du gaz représentant une grande part du prix du kWh produit (multiplier par 10 le prix du gaz multiplie par 7 le prix de l'électricité) : quand le prix du gaz augmente les bénéfices augmentent. On ne développe le nucléaire que si l'on a une vision à long terme avec comme objectif un prix de l'électricité bas et stable dans le temps pour les citoyens et l'industrie. L'énergie nucléaire produit de l'électricité à un coût compétitif et stable dans le temps car le prix de l'uranium naturel est une faible part du prix du kWh : si le prix de l'uranium est multiplié par 10, le prix de l'électricité n'augmente que de 40%.

En fonctionnement, une centrale nucléaire n'émet pas de CO<sub>2</sub> (gaz carbonique). On en génère un peu lors de la construction des centrales, des transports, du retraitement des combustibles, etc. mais c'est au total négligeable comparé à ce qui est émis par une centrale utilisant des combustibles fossiles. Le parc nucléaire français évite d'émettre 3,3 tonnes de CO<sub>2</sub> par habitant et par an par rapport à ce qui serait émis avec des centrales au gaz et 7,5 tonnes par an si c'était des centrales au

charbon. À titre d'information, une voiture parcourant 15 000 km émet environ 3 tonnes de gaz carbonique. L'énergie nucléaire correspond à plus de 200 000 emplois directs en France. Si notre pays avait choisis, dans les années 70, de produire l'essentiel de son électricité avec des combustibles fossiles (fuel à cette époque), cela coûterait à la France 60 milliards € (environ 1 000 € par habitant et par an) pour alimenter ces centrales (avec un baril de pétrole à 80\$). C'est environ le budget de l'Éducation nationale. Il faudrait réaliser 60 milliards € d'exportations supplémentaires pour compenser ces importations.

### LE NUCLÉAIRE DU FUTUR

Les réacteurs nucléaires actuels sont des « réacteurs à neutrons lents » utilisant principalement de l'uranium 235 pour produire de la chaleur, donc de l'électricité. Cet isotope est présent à 0,7% dans l'uranium naturel. Les réserves d'uranium, avec cette technologie, ne sont que l'ordre d'un à deux siècles. L'autre isotope, l'uranium 238, présent à 99,3%, n'est pas brûlé mais peut être valorisé avec une nouvelle technologie : les « réacteurs à neutrons rapides ». Ainsi, le combustible nécessaire pour faire fonctionner un réacteur actuel pendant 40

“ Dans un système libéral où des actionnaires veulent rapidement gagner de l'argent, le nucléaire n'est pas une bonne solution : l'investissement est important et le temps de retour long. ”

ans pourrait, s'il était valorisé dans des réacteurs rapides, fournir de l'énergie pour une durée comprise entre 2 000 ou 5 000 ans. Plus chers que les réacteurs actuels, ils ne seront économiquement intéressants que dans la seconde moitié du siècle lorsque le prix de l'uranium aura fortement augmenté. Les réserves en uranium se chiffreront alors en dizaine de milliers d'années.

### SÛRETÉ ET SÉCURITÉ AVANT TOUT

Quel que soit le mode de production d'énergie, il y a des risques humains et environnementaux. Le charbon a fait plus de 25 000 morts entre 1969 et 2000 et l'hydraulique près de 30 000 morts. Le nucléaire est très surveillé : le moindre incident, même banal et sans consé-

quence, est signalé et répertorié ce qui permet d'améliorer constamment la sécurité de fonctionnement des réacteurs. Mais le risque zéro n'existe pas et il y a parfois des accidents sérieux ou majeurs. C'est arrivé en 1979 aux USA à Three Mile Island, à Tchernobyl en 1986 en Ukraine et en 2011 à Fukushima au Japon. L'accident de Tchernobyl est particulier car il concerne une filière de réacteurs qui peuvent avoir des instabilités dans certaines conditions et des dispositifs de sécurité avaient été volontairement mis hors service. Chaque accident permet de tirer des leçons et d'améliorer la sûreté. L'objectif est de contenir la radioactivité à l'intérieur de l'enceinte pour protéger les populations environnantes. L'accident de Fukushima impliquant des réacteurs d'une technologie différente de celle que l'on a en France, et situés dans une région fortement sismique, va permettre d'améliorer encore la sécurité des centrales. C'est le tsunami, en privant d'électricité l'alimentation électrique de secours, qui a conduit à l'accident et non le séisme auquel les réacteurs ont résisté. Il faudra dans l'avenir prendre en compte la possibilité d'une coupure totale de courant. Notre monde évolue et il faut s'adapter. On peut le faire d'autant plus facilement qu'on anticipe les changements et qu'on a le temps pour le faire. Le prix de l'énergie va progressivement augmenter mais cela sera plus ou moins modéré et rapide selon les choix qui seront faits. L'électricité va jouer un rôle de plus en plus important avec le développement de nouveaux usages : pompes à chaleur, véhicules hybrides rechargeables ou électriques.

Toutes les sources d'énergie ont leur place et chacune doit être utilisée pour les applications où elle est la plus efficace. L'énergie nucléaire est une de ces sources qu'il faut continuer à exploiter, dans les meilleures conditions possibles. Dans le contexte économique actuel il serait suicidaire pour la France d'abandonner une filière qui apporte au pays beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients. Le développement durable c'est aussi laisser à nos enfants des sources d'énergie n'émettant pas de CO<sub>2</sub> et peu chères afin de ne pas diminuer leur niveau de vie. ■

\*Christian Ngô est expert en énergie et animateur du laboratoire d'idées, edmonium, site d'informations scientifiques et technologiques - [www.edmonium.fr](http://www.edmonium.fr) / [www.edmonium.fr](http://www.edmonium.fr) - Christian Ngô, *Demain l'énergie, Moteur de l'humanité*, Dunod 2009.

## INVESTIR MASSIVEMENT DANS LA RECHERCHE

**Les chercheurs doivent disposer des moyens nécessaires pour accomplir librement leur travail sans être contraints par les intérêts immédiats des multinationales et du temps pour diffuser leurs résultats auprès du public.**

PAR LUC FOULQUIER\*

Pour répondre aux besoins énergétiques de façon durable (enjeux climatiques) et écologiques (biodiversité) en économisant les ressources, il est impératif de développer la recherche et les technologies (cf. les travaux du Muséum d'histoire naturelle, du CNRS, des universités et du CEA<sup>1</sup> qui jouent un grand rôle dans le GIEC), de revaloriser l'éducation, la formation et les filières industrielles. Tout ceci nécessite des choix financiers et l'augmentation notable du budget recherche et développement de l'État et des entreprises sur une législation. Les chercheurs doivent disposer des moyens nécessaires pour accomplir librement leur travail sans être contraints par les intérêts immédiats des multinationales et du temps pour diffuser leurs résultats auprès du public. Nous proposons de créer des forums citoyens de la technologie pour débattre de la science et de la technique et des enjeux de société. La démocratie dans la définition des thèmes de recherche, dans la gestion des personnels et des moyens est le gage de l'efficacité. Toute politique industrielle implique de tels efforts pour obtenir des innovations qui profitent aux hommes : production d'énergie, isolation, transports, recyclage des matériaux, traitement des déchets, agriculture économe en énergie... et économie de matières pour une production plus « circulaire ».

### INTERDISCIPLINARITÉ ET COOPÉRATION

Pour une maîtrise publique de l'énergie, de grands services publics de la recherche sont indispensables. Il est urgent de transformer les « pôles de compétitivité » en « pôles de coopération » pour mutualiser les moyens et les intégrer dans le secteur industriel public de l'énergie. Et créer un établissement public de recherche technologique et industrielle qui s'appuiera sur les organismes de recherche existants tel le CEA où 1 000 personnes travaillent sur les technologies des énergies nouvelles, les centres techniques, les comités régionaux d'innovation et de transfert des technologies... en vue de développer les

outils pour assurer un *mix* énergétique non producteur de gaz à effet de serre. Les axes de recherche sont nombreux et divers et font appel à l'interdisciplinarité et aux coopérations : l'utilisation des courants marins a besoin d'océanographie ; l'hydraulique impose de bien gérer l'eau (hydrogéologie, hydrobiologie,...) ; la géothermie profonde exige de nouvelles techniques pour ne pas produire les effets nuisibles de l'extraction des gaz de schiste ; les énergies solaires (thermique et photovoltaïque) ou les éoliennes impliquent des progrès significatifs dans la qualité des matériaux, le rendement des panneaux et la baisse des coûts.

“ *Créer des forums citoyens de la technologie pour débattre de la science et de la technique et des enjeux de société.* ”

Dans d'autres domaines, des sauts technologiques sont nécessaires : le stockage de l'énergie et l'amélioration des batteries (véhicule électrique), l'hydrogène (pile à combustible) qui peut devenir un vecteur énergétique important. Le développement des nanosciences et des nanotechnologies est incontournable. Des progrès sont en cours dans la miniaturisation et les économies de matière, les transports moins gourmands en énergie, les capteurs, la conductivité électrique, l'isolation des bâtiments,... L'étude des matériaux à l'échelle « nanoscopique » est essentielle pour le secteur énergétique (comportement des matériaux sous irradiation, systèmes énergétiques « bio mimétique » à l'échelle de la protéine, les cellules photovoltaïques, etc.). Ces technologies modernes sont indispensables pour améliorer et adapter les réseaux de distribution d'électricité et gérer correctement l'offre et la demande.

Le charbon qui, du fait de ses réserves tiendra encore longtemps une place importante, a besoin d'expérimentation dans le piégeage, le stockage et le recyclage du CO<sub>2</sub> et ce, dans le cadre de coopérations internationales (1 000 cher-

cheurs et 70 instituts travaillent cette question dans les programmes de l'Alliance européenne de la recherche énergétique).

L'utilisation des résidus agricoles, des sous produits de la forêt (d'où l'importance de l'ONF<sup>2</sup>), de la décomposition de plantes entières peuvent être utilisés comme biocarburants de deuxième génération au lieu de gaspiller des terres et des denrées utiles à l'alimentation. Il est important que ces procédés nouveaux puissent être viables à grande échelle avec des usines alimentées par le solaire ou l'éolien.

Au-delà des centrales nucléaires actuelles, à améliorer en permanence, il faut reprendre plus fortement le travail sur les réacteurs du futur (comme le recommande le forum international de IV<sup>e</sup> génération avec des nouveaux concepts de réacteurs). C'est indispensable pour produire 50 à 100 fois plus d'électricité avec la même quantité d'uranium, pour décroître les volumes et la radioactivité des déchets. La construction d'un prototype est urgente.

Depuis des années, le travail des physiciens sur la domestication de l'énergie de fusion se poursuit sans relâche (la fusion des noyaux légers comme dans le soleil donne de la lumière et de l'énergie). Depuis les « Tokomaks » en URSS (1968), les travaux au Royaume Uni, les rencontres internationales et européennes, le prototype Tore Supra au centre de recherches de Cadarache (Bouches-du-Rhône), les coopérations de l'Europe avec les États-Unis, la Russie, l'Inde, la Chine, le Canada... et maintenant le projet ITER (10 ans de chantier et 20 d'expériences), les études se poursuivent ; c'est un exemple du temps long nécessaire pour certaines recherches sans s'obnubiler sur les bénéfices immédiats ! Il en est ainsi pour la recherche spatiale.

### PROMOUVOIR LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Et ce n'est pas tout ! Toutes les possibilités d'utilisation, des innovations et de temps sont nécessaires pour affronter l'après-pétrole. Les écologistes (écologie scientifique) nous alertent sur le manque de moyens pour cette discipline. Il ne

suffit pas d'ajouter le préfixe « éco » partout, pour que les connaissances avancent ! Que dire de notre retard dans la toxicologie qui étudie les modalités de fixation et de transfert des polluants et des nanoparticules et leur effet sur la santé humaine ?

Il faut avancer en termes de sobriété énergétique afin d'utiliser l'énergie nécessaire et pas afin d'éviter les gaspillages. De manière complémentaire, l'efficacité énergétique a besoin de techniques qui rendent des services en consommant le moins d'énergie possible : le fret ferroviaire, l'électrification avec des appareils moins gourmands, des usages efficaces comme les téléphones portables, les pompes à chaleur ou la cogénération pour utiliser

simultanément la chaleur et l'électricité. Le développement de la maîtrise de gestion des risques, la radioprotection, la place des sociétés savantes, des revues et de la culture scientifique et technique, sont des éléments essentiels pour exercer sa citoyenneté en connaissance de cause.

Beaucoup d'économies sont à réaliser dans le domaine militaire, la mise en commun des moyens et des connaissances, la transparence, la politique du secret, la « dictature » des créneaux porteurs... Il y a beaucoup à faire pour planifier les urgences, les investissements immédiats et ceux du long terme, qui est le rythme de la science.

On voit bien que les « temps courts » du profit, de l'utilitarisme et de la rentabi-

lité immédiate, liés au système capitaliste lui-même, sont incompatibles avec les besoins de recherche dans le domaine de l'énergie comme dans les autres.

Ni scientisme, ni pédagogie des catastrophes ou récupération politicienne des peurs et des angoisses, ni technophobie, ni fétichisme du marché pour le capitalisme vert... mais une révolution sociale et écologique, une autre conception du progrès pour un développement humain durable. ■

\***Luc Foulquier** est chercheur en écologie, membre de la commission écologie du Conseil national du PCF

1) CEA : Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

2) ONF : Office national des forêts.

**Deux scénarios sur l'avenir énergétique, NÉGAWATT et NEGATEP, ont fait l'objet de nombreux commentaires. Voici les orientations différentes qu'ils défendent...**

## NÉGAWATT 2011

**L'accord de principe sur le triptyque sobriété, efficacité et énergies renouvelables recueille sans aucun doute un assentiment très large. Au-delà de ces trois axes, le scénario exclut le nucléaire et l'usage éventuel du procédé de Capture, Séquestration et Stockage du CO<sub>2</sub> (CSC) qui pourrait être utile avec un parc électrique mondial où les sources fossiles sont dominantes avec près de 67% dont 40% de charbon.**

PAR CLAUDE MOUNIER\*

La sortie du nucléaire est prévue en une vingtaine d'années car c'est une énergie dangereuse : « chaque année supplémentaire de fonctionnement d'un réacteur nucléaire le rend plus dangereux » (p.4, cf. Synthèse). Les réacteurs TMI-2, Tchernobyl-4 ont eu des accidents graves deux ans après la mise en service et plus de 33 ans après pour Fukushima Daichi-1-4. Face au risque de dérèglement climatique, les auteurs concèdent un avantage au nucléaire civil (p. 18) : « il faut faire en sorte que la production nucléaire reste aussi proche que possible du besoin de compléter la production des renouvelables, afin de minimiser le recours au gaz fossile pour assurer la transition et d'éviter un pic non maîtrisé de l'usage de ce dernier ».

### LES CHIFFRES DE LA MARGINALITÉ

L'énergie nucléaire est marginale avec « 3% de la consommation finale d'énergie dans le monde » (p.3) alors que les renouvela-

bles « fournissent d'ores et déjà plus de 13% de la consommation mondiale ». D'après les chiffres de l'AIE 2009 donnant un peu plus de 13% aux renouvelables, l'hydraulique avec 2,8% est aussi marginale que le nucléaire. Avec moins de 0,6% pour l'éolien et le photovoltaïque, les énergies auxquelles quasiment tout le monde pense en France s'agissant d'énergies renouvelables, elles sont près de cinq fois plus marginales ! L'essentiel des renouvelables provient de la biomasse. La part de celle-ci dans les pays de l'OCDE est de 4% contre 40% pour l'Afrique.

### L'HORIZON DES RENOUVELABLES...

Les auteurs affirment : « Il n'y a pas d'autre avenir que dans un système énergétique sobre, efficace et basé sur ces énergies de flux. » (p.4). Les énergies renouvelables (hors géothermie), dites énergie de flux (résultant de la consommation du stock d'hydrogène du soleil), représentent un potentiel considérable en durabilité comme en quantité (10 000

fois la consommation mondiale annuelle pour 5 milliards d'années). Le problème de l'accès à l'énergie pour l'humanité est-t-il, par principe, résolu à l'énoncé de ce gisement durable et abondant ?

### LA DÉFIANCE VIS-À-VIS DE LA TECHNIQUE PLOMBE L'AXE EFFICACITÉ

Les auteurs ne comptent pas sur les « fées du Progrès », ne font « aucun pari technologique », ils s'appuient sur « des solutions jugées réalistes et matures, c'est-à-dire dont la faisabilité technique et économique est démontrée même si elles ne sont pas encore très développées au niveau industriel. Un scénario ainsi bâti dessine une trajectoire robuste tout en restant ouverte aux évolutions futures. » (p. 5) Le caractère mature de certaines technologies utilisées dans le scénario est discutable comme la synthèse du méthane à partir de gaz carbonique CO<sub>2</sub>.

### LE BÂTIMENT

La rénovation thermique est un point sur lequel l'accord est sans doute large mais il reste à définir les objectifs cibles en termes de consommation et les modalités de financement, surtout s'il y a obligation de rénovation.

### LA MOBILITÉ « APAISÉE »

La mobilité apaisée va jusqu'à la quasi-suppression des vols intérieurs. Il nous

faut réapprendre le sens des distances avec des transports plus lents moins 10 et 20 km/h respectivement sur route et autoroute (présentation orale). Les deux vecteurs énergétiques en support de cette mobilité « apaisée » sont le gaz naturel de véhicule (GNV) dont la biomasse (montant en flèche dans le scénario 2011) serait la pourvoyeuse et l'électricité (transport en commun, véhicules hybrides en milieu urbain). Pourquoi ne pas développer aussi les biocarburants de deuxième et troisième génération permettant de mieux utiliser la biomasse sans concurrence avec l'alimentation ?

## PLUS DE WATTS DANS LE SECTEUR ÉLECTRIQUE

La proclamation « 100% négawatt » ne veut pas dire moins de puissance c'est plutôt la multiplication des watts dans le secteur électrique à l'horizon 2050. Le parc actuel dispose d'une puissance de 123 GW (gigawatt). Avec les négawatts en 2050 il dépasserait probablement les 200 GW sachant que l'éolien et le photovoltaïque (PV) feront respectivement 75 et 80 GW et que l'hydraulique serait à 25 GW. La puissance des moyens thermiques contrôlables à base de bio-gaz et de méthane de synthèse et de gaz naturel fossile devrait être une fraction importante de la puissance intermittente

(éolien et PV) (cf. § Réseaux et stockages). Cette puissance thermique des centrales à méthane fossile ou non fossile n'apparaît pas dans le document de synthèse. Avec tout ça, il y a une réduction de la production électrique par rapport à aujourd'hui peu vraisemblable compte tenu de l'extension des usages de l'électricité notamment dans le transport.

## RÉSEaux ET STOCKAGES

Sur le développement et l'intégration des réseaux de gaz et électriques peu de choses sont dites comme sur les capacités de stockage des gaz : naturel (fossile), méthane de synthèse, hydrogène et voire du CO<sub>2</sub>. Le méthane de synthèse (méthanation-réaction de Sabatier) permettra de gérer l'intermittence avec « la production sur le réseau d'une trentaine de TWh (térawattheure) de méthane synthétique par an » (p.19). Il n'est pas question, explicitement, de renforcement des réseaux à l'échelle du territoire ni à l'échelle européenne pour gérer l'intermittence.

## LE POLITIQUE

Pour mettre en marche la société tout entière vers la transition énergétique, il faut se doter d'institutions et de lois ayant un « poids juridique suffisant pour que les nombreux intérêts particuliers qui seront inéluctablement bousculés ne

puissent pas bloquer ou ralentir un processus qui prendra de toute façon du temps. » Les auteurs préconisent d'inscrire dans la constitution « un droit de tout citoyen à avoir accès à une source d'énergie sûre, respectueuse de l'environnement et à un prix acceptable par la mise en œuvre d'une politique basée sur le développement de la sobriété énergétique, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ».

## SOBRIÉTÉ À QUEL PRIX ?

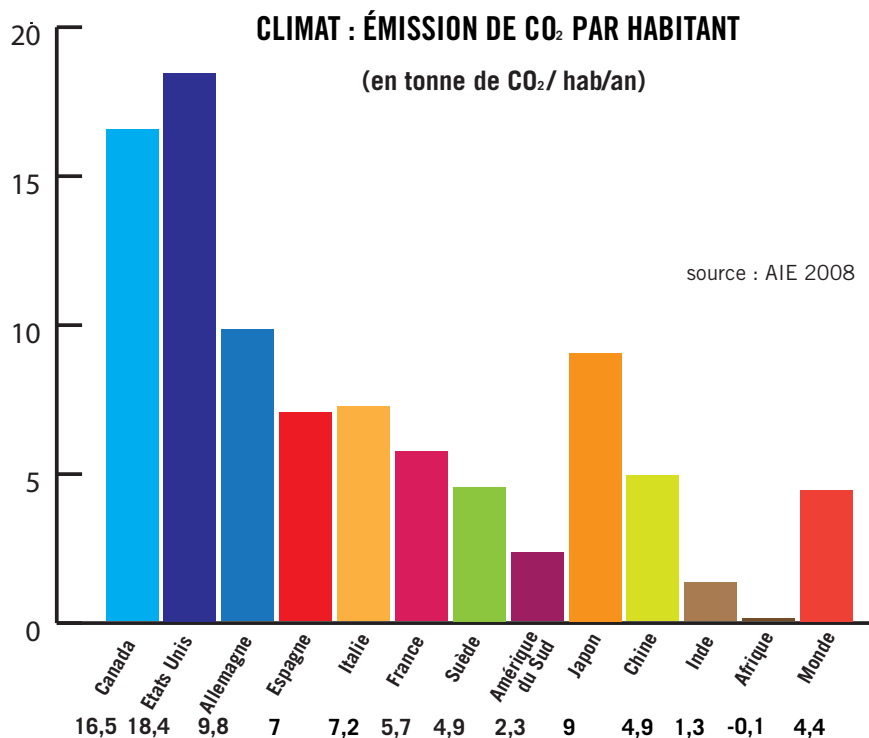
La sobriété s'éclaire d'un nouveau jour celui de coercition par le prix accompagné d'un minimum vital d'énergie. Appeler sobriété énergétique une démarche dont le principal levier est la contrainte par les prix questionne un des piliers du triptyque ! La sobriété, libre comportement économe de chacun, est à valoriser socialement mais les économies seront plus difficiles à appréhender et beaucoup plus fragiles que celles provenant de l'efficacité énergétique.

## SERVICE PUBLIC, UN OUBLI ?

Entreprise publique, service public, pôle public de l'énergie sont absents du scénario : « Rendre le pouvoir aux territoires par une nouvelle étape de décentralisation autour de la gestion locale de l'énergie et de la recherche de l'autonomie énergétique. » Les auteurs s'accommodent donc probablement de la libéralisation des marchés de l'énergie sans doute un moyen d'aller vers une régionalisation de la gestion de l'énergie avec des opérateurs privés dont les activités de marché seraient soutenues par la puissance publique : « Assurer le développement des énergies renouvelables, dont le caractère d'intérêt général doit être reconnu par la loi et fonder en droit les dispositifs de toutes natures en amont (soutien à la recherche et au marché) et en aval (coordination et décentralisation de la gestion des réseaux énergétiques). » (page 27)

Le scénario négawatt 2011 apporte sa pierre au grand débat national sur la politique énergétique de la France. Ce travail, sincère, des auteurs du scénario tranche avec l'accord électoral qui a fait la une ces derniers mois, laissant nos concitoyens spectateurs des orientations politiques dans ce domaine. ■

\*Claude Mounier a assisté à la présentation de négawatt le 30 octobre 2011. Il décrypte la dernière version de ce scénario très médiatisé.





# NÉGATEP 2011

Le scénario Négatep<sup>1</sup> a été élaboré en 2006 puis réévalué en 2011 à la lumière des éléments nouveaux intervenus depuis, comme ceux liés au Grenelle de l'environnement.

PAR GÉRARD PIERRE\*

Les données mondiales sont les suivantes :

**Démographie :** prévision de 9 à 10 milliards d'individus à l'horizon 2050. Avec l'aspiration à vivre dans les conditions actuelles des pays développés, le besoin global en énergie pourrait presque doubler en 50 ans.

**Ressources énergétiques fossiles :** les disponibilités en combustibles fossiles ne devraient pas permettre de répondre à cet accroissement des besoins. Le pétrole ayant atteint quasiment son maximum devrait décroître prochainement. Le gaz est loin de son maximum mais avec la croissance forte prévue dans les 10 à 20 ans à venir, le maximum devrait être atteint et suivi d'une baisse lors de ce siècle. Il reste le charbon qui devrait fortement croître. Mais globalement les combustibles fossiles qui assurent plus de 80 % des besoins mondiaux à ce jour, ne pourront répondre à l'augmentation des besoins.

**Écologie :** principal problème de la planète, les émissions de gaz à effet de serre liés à l'utilisation de ces combustibles fossiles. Même si leurs croissances restent limitées comme il est précisé ci-dessus, les rejets font courir le risque d'un réchauffement climatique trop important, pour être supportable sans conséquences majeures pour l'humanité. Les scientifiques qui étudient les conséquences de l'augmentation des gaz à effet de serre estiment que l'ensemble de la planète n'est capable d'absorber que la moitié des émissions actuelles. Il faut donc, au niveau mondial diminuer par deux les émissions de ces gaz, pour ne pas augmenter l'effet de serre. Mais il ne serait pas équitable de demander à tous le même effort. Les habitants des pays développés qui en rejettent le plus par habitant doivent réaliser l'effort principal. Il est couramment admis que ces pays doivent diviser au moins par quatre leurs propres émissions.

Tel sera appliqué à la France l'objectif du scénario Négatep qui repose sur des propositions économiquement viables, tout en gardant l'objectif de la loi d'orien-

tation sur l'énergie de 2005 qui prévoit :

- de préserver notre indépendance énergétique,
- de garder un prix compétitif de l'énergie,
- de préserver l'environnement,
- de garantir la cohésion sociale en assurant à tous l'accès à l'énergie.

La figure 1 permet de suivre l'évolution relative du PIB, des consommations et des rejets de gaz carbonique en France depuis 1960. Nous constatons que les rejets de gaz carbonique ont fortement baissé depuis la fin des années 70 jusqu'à l'an 2000. Ceci correspond à la mise en service des centrales nucléaires. Outre ce constat du passé, la figure indique l'évolution attendue de la consommation dans l'hypothèse de la continuité, c'est-à-dire si aucun effort supplémentaire n'est fait pour réduire la consommation (données DGEMP<sup>1</sup> extrapolées à 2050). Pour atteindre le facteur 4, il faut agir sur les économies d'énergie (écart entre consommation haute dans la continuité et consommation basse objectif Négatep). Mais il faut aller au-delà et accentuer la baisse sur les rejets de gaz carbonique en sélectionnant des sources d'énergie non émettrices de gaz carbonique comme les renouvelables et le nucléaire.

Pour arriver à cette division par quatre d'ici 2050 Négatep agit sur trois facteurs principaux (voir figure 2) :

- Une baisse d'environ 10 %, de la consommation finale d'énergie par les

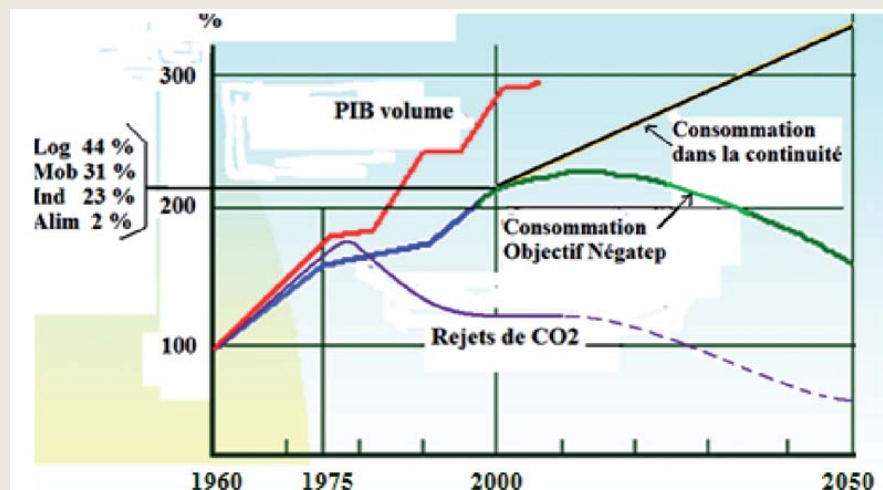
économies d'énergie, alors que la population augmente d'environ 10 %. La demande annuelle, actuellement de plus de 160 Mtep (millions de tonne équivalent pétrole), doit être ramenée à environ 150 Mtep, alors que le scénario de référence de la DGEMP prévoit une augmentation de la demande à hauteur de 226 Mtep en 2050, si rien n'est fait.

- La multiplication par presque 4 (3,7) de toutes les énergies renouvelables chaleur : le bois, le solaire...

- La substitution partielle de l'électricité aux énergies fossiles dans l'habitat et dans les transports, dans la mesure où cette électricité est issue de sources non carbonées. Pour diviser par quatre les rejets de CO<sub>2</sub> d'ici 2050, il faut dans l'habitat et le tertiaire, miser sur les économies d'énergie, les énergies renouvelables thermiques et l'électricité produite sans CO<sub>2</sub>. Les investissements nécessaires sont rentables compte tenu d'un prix de pétrole proche des prix actuels (100 à 150 \$/baril). L'habitat ancien chauffé au fioul ou au gaz consomme en moyenne 25 000 kWh par an. Réduire de moitié est relativement facile en profitant des travaux normaux d'entretien pour améliorer l'isolation, remplacer les fenêtres et huisseries, remplacer une chaudière par une plus performante ou sélectionner une pompe à chaleur, faire appel au solaire thermique pour une forte part de l'eau chaude sanitaire, etc.

Pour les nouvelles constructions, mieux

FIG. 1 : ÉVOLUTIONS RELATIVES SUR BASE 100 EN 1960, DU PIB, DE LA CONSOMMATION ET DES REJETS DE CO<sub>2</sub>



isolées au départ, les énergies renouvelables thermiques sont à associer à des pompes à chaleur en individuel ou à des réseaux de chaleur en collectif.

Pour les transports, le défi est plus difficile. Il faut encore des progrès, voire des percées technologiques. Le développement des transports en commun.

Les progrès techniques (voiture 3 l/100 km). Les véhicules hybrides rechargeables permettent d'ores et déjà de remplacer partiellement le pétrole par l'électricité, mais au prix d'un surcoût d'achat non négligeable.

Les véhicules électriques doivent trouver un créneau en zone urbaine.

Les agrocarburants de deuxième génération (ceux qui ne viennent pas en compétition avec l'alimentation) doivent se développer.

Une nouvelle organisation de la cité permettra de réduire les besoins de transport : il faut aller dans ce sens, mais cela aussi coûtera très cher.

Il faut veiller à ce que l'industrie reste en France au lieu de se délocaliser vers des pays moins regardant vis-à-vis des rejets de CO<sub>2</sub>. Globalement, hors production

d'agrocarburants, le scénario se fonde sur une baisse modérée (de 44 à 40 Mtep) de la consommation d'énergie, avec une substitution importante (12 Mtep) des énergies fossiles par l'électricité et les renouvelables. L'industrie consommera 15 Mtep supplémentaires pour une production équivalente d'agrocarburants. Les énergies renouvelables fourniront principalement de la chaleur.

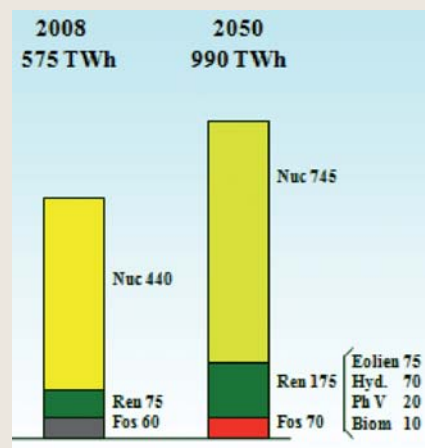
Négatep table sur un quadruplement (de 11 à 45 Mtep), ce qui représente un quart des besoins totaux d'énergie.

La biomasse (le bois et tous les déchets celluloseux, etc.) doit tripler son apport d'énergie, soit directement pour le chauffage (méthane), soit comme matière première pour produire des agrocarburants.

Le soleil doit jouer un rôle important, associé ou non à des pompes à chaleur. La géothermie et la récupération des pertes thermiques peuvent apporter une contribution, à condition de développer des réseaux de chaleur.

Pour la production d'électricité, l'hydraulique qui ne peut guère se développer, continuera à jouer un rôle important pour l'équilibre du réseau, tandis

FIG.3 : LA PRODUCTION ÉLECTRIQUE EN TWh



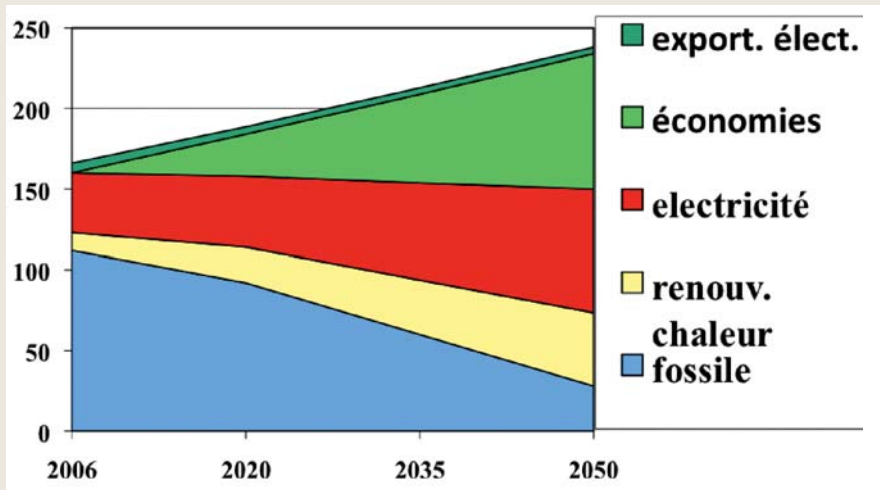
que l'éolien et le solaire, limités par leur coût et, surtout, par leur caractère intermittent ou fluctuant nécessitent un renforcement très important des réseaux de transport électrique, réseaux qui doivent être capables d'absorber un excédent ou de compenser un déficit de puissance. Pour toutes ces raisons, Négatep limite la part de ces électricités à un peu plus de 10 % de la production. Le développement du nucléaire peu émetteur de CO<sub>2</sub> est indispensable pour atteindre le facteur 4, comme le montre la figure 3 récapitulant la production électrique.

Pour les lecteurs qui souhaiteraient des compléments, il est possible de se procurer ce scénario sur le site de « Sauvons Le Climat » à l'adresse suivante : [www.sauvonsleclimat.org](http://www.sauvonsleclimat.org)

\*Gérard Pierre est président de la section Bourgogne et Franche-Comté de « Sauvons Le Climat ».

- 1) Les auteurs, Pierre Bacher et Claude Acket, sont membres du conseil scientifique de l'association « Sauvons Le Climat ».
- 2) DGEMP : Direction générale de l'énergie et des matières premières.

FIG.2 : LE SCÉNARIO NÉGATEP



## PETIT LEXIQUE

- k : kilo (mille) ;
- t : tera (mille milliards) ;
- G : giga (milliard) ;
- M : mega (million) ;
- kWh : kilo watt heure, quantité d'électricité produite pendant une heure par une puissance de 1 kW ;
- W : Watt, unité de puissance électrique ;

- 1 tWh : mille milliards de Wh, un réacteur de 1000 MW de puissance produit chaque année environ 8 tWh ;
- ordre de grandeur : un réacteur de type EPR fournit l'équivalent de la consommation électrique des deux millions d'habitants de Paris intra-muros (pendant 60 ans)

## LES POSITIONS DU PCF SOUMISES AU DÉBAT

# DIX PRINCIPES D'UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE RÉUSSIE

**Un principe fondamental : garantir le droit universel à l'énergie et au développement.**

**Un impératif immédiat : sortir des énergies carbonées fortement productrices de gaz à effet de serre.**

### 4 URGENCES :

- lancer un programme national de rénovation thermique de l'habitat ;
- rééquilibrer l'usage des transports en favorisant les moins polluants ;
- mener de pair réindustrialisation et planification écologique ;
- engager un développement massif et diversifié des énergies renouvelables.

Une exigence : sécuriser le nucléaire dont le recours reste pour le moment nécessaire dans un *mix* énergétique rééquilibré.

### 3 CONDITIONS :

- assurer la maîtrise publique de l'ensemble du secteur énergétique ;
- programmer un effort de recherche massif dans toutes les directions ;
- garantir des financements importants et pérennes pour réussir cette transition énergétique.

### 10 PRINCIPES :

1. L'énergie, un droit universel
2. Un impératif absolu : sortir des énergies carbonées
3. Un plan national pour l'efficacité énergétique dans l'habitat
4. Une politique nationale des transports favorisant le recul de l'utilisation des énergies carbonées
5. Une réindustrialisation écologiquement innovante
6. Un plan national cohérent et ambitieux de développement des énergies renouvelables nouvelles
7. Un nucléaire sécurisé, 100% public, dans un *mix* énergétique rééquilibré
8. Une condition expresse : la maîtrise publique
9. Investir dans la recherche
10. Garantir des financements pérennes

## UNE NOUVELLE COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE MONDIALE

**La construction d'un droit universel à l'énergie, qui devra être le plus « décarboné » possible, implique de renverser les logiques qui régissent actuellement l'accès et le partage des ressources énergétiques, la production et la distribution de l'énergie.**

PAR ANDRÉ CHASSAIGNE\*

La trajectoire des émissions actuelles de gaz à effet de serre (GES) vient valider une hypothèse de hausse de la température moyenne, à l'échelle du globe, plus proche des + 4°C d'ici 2100 que des + 2°C prônés par le GIEC pour éviter le risque d'emballement climatique et d'effets non maîtrisables. Non seulement cette situation place les pays les plus émetteurs de GES face à leurs responsabilités à agir pour une décroissance rapide de leurs émissions, mais elle impose aussi de porter une attention spécifique aux enjeux énergétiques, notamment le développement et la réalisation d'un véritable droit universel à l'énergie permettant de satisfaire les besoins humains les plus fondamentaux dans les pays du Sud. La construction de ce droit à l'énergie, qui devra être le plus « décarboné » possible, implique de renverser les logiques qui régissent

actuellement l'accès et le partage des ressources énergétiques, la production et la distribution de l'énergie. Soyons explicites lorsque nous présentons un tel enjeu : il s'agit de considérer l'énergie et l'accès à l'énergie comme un « bien commun » de l'humanité. Il s'agit donc de dépasser progressivement les liens de domination économique et politique, voire militaires, souvent historiques, qui se sont construits autour de l'accès aux ressources énergétiques, à la production et à la distribution d'énergie, pour leur substituer une entreprise de coopération énergétique mondiale, avec des déclinaisons régionales et infra-régionales. Et il s'agit pour cela de placer les intérêts sociaux et environnementaux des peuples avant les intérêts particuliers capitalistes et leurs traductions en termes de compétition internationale dans ce secteur stratégique. Bien évidemment, l'impulsion vers cette nouvelle coopération énergétique ne peut s'affranchir des réalités.

### UNE MOSAÏQUE INSTITUTIONNELLE

D'une part, certains pays ont la chance de disposer de ressources énergétiques très abondantes tandis que d'autres sont aujourd'hui largement tributaires des importations. Des pays émergents voient leur demande d'énergie par habitant croître très fortement, avec une croissance économique soutenue fondée sur l'extension du capitalisme mondialisé. Enfin, un très grand nombre de pays restent dépendants de sources d'énergie traditionnelles pour satisfaire les besoins d'une grande part de leur population. D'autre part, il existe aujourd'hui une multitude d'institutions plus ou moins spécialisées : Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Agence internationale de l'énergie (AIE), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), traité de la Charte de l'énergie... Toutes ont été créées pour répondre avant tout aux intérêts de puissance et de domination des États dans l'accès à

l'énergie. D'autres organisations spécialisées ont émergé sur des enjeux précis, comme l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA) ou le Partenariat international de coopération sur l'efficacité énergétique (IPEEC). Enfin, les grandes organisations internationales (ONU avec la création de l'UN-Energy, mais aussi l'OMC et l'OTAN) cherchent à inclure les enjeux énergétiques dans leurs politiques.

Cette véritable « mosaïque institutionnelle » ne permet pas de définir les orientations déterminantes pour conduire un autre avenir énergétique répondant aux enjeux d'un développement humain durable.

## LES ÉTAPES POUR UN DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

Dans un premier temps, il apparaît essentiel de favoriser le rapprochement de structures de coopération existantes modifiées, comme un Conseil mondial de l'énergie remanié, et de favoriser la création d'une « organisation mondiale de l'énergie » adossée au système des Nations Unies. Ces structures, regroupant tous les pays et garantissant la voix de chacun d'eux, seraient chargées d'arrêter un certain nombre d'objectifs planétaires contraignants, de contrôler

leur mise en œuvre et d'apporter un véritable appui technique désintéressé et permanent pour conseiller les pays du Sud dans leurs choix énergétiques. On pense bien évidemment au partage des connaissances, des résultats de la recherche sur les énergies décarbonées, et à la diffusion des techniques. Mais il faut aussi pouvoir créer un cadre juridique suffisamment étoffé pour permettre aux pays membres d'asseoir le caractère de « bien commun » des ressources, en maîtrisant notamment leur exploitation dans l'intérêt des peuples et non dans celui des seules transnationales de l'énergie du Nord. Cette nouvelle organisation de la coopération énergétique mondiale doit également pouvoir bénéficier rapidement de la mise en place d'un Fonds international d'aide à la réalisation du droit à l'énergie décarbonée, doté de moyens suffisants, et qui permettrait d'appuyer fortement les investissements vertueux en direction des populations les plus vulnérables sur le plan énergétique. Comme je le soulignais dans une récente proposition de résolution<sup>1</sup> « alors que les contours de l'annonce d'un Fonds vert pour lutter contre le changement climatique, à hauteur de 100 milliards d'euros annuels en 2020, demeurent

flous et soumis à la définition de nouvelles innovations financières par les grandes puissances, la France pourrait proposer d'asseoir la constitution de ce Fonds international sur la base d'une contribution sur les ressources financières liées aux énergies fossiles (ce qui inclut la distribution) et sur un engagement permanent des pays développés, assis en partie sur leurs niveaux d'émissions. »

Compte tenu des objectifs fondamentaux que nous portons en matière de droit à l'énergie, et des objectifs portés par le GIEC dans la lutte contre le réchauffement climatique, de telles mesures structurelles nous semblent prioritaires.

\***André Chassaigne** est député PCF du Puy-de-Dôme, président du groupe Front de gauche Auvergne.

1) Proposition de résolution au titre de l'article 34-1 de la Constitution (n°3815) sur les engagements internationaux à tenir en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la préparation de la Conférence de Durban (CoP 17), déposée le 14 octobre 2011 à l'Assemblée nationale.

Disponible sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/propositions/pion3815.asp>

## LE TOURNANT ÉNERGÉTIQUE

**Les organisations humaines se développent dans un monde fini notamment du point de vue des ressources fossiles, les besoins urgents en énergie doivent prendre en compte des contraintes inédites et des risques inquiétants.**

PAR **CLAUDE AUFORT\***

L'énergie est le « sang » nécessaire au développement des sociétés. Dans les pays développés, elle est incontestablement le socle sur lequel repose le fonctionnement du système technique.

### NOTRE MONDE ÉNERGÉTIQUE

Puisant sans relâche dans les matières premières contenues dans l'écorce terrestre, les Hommes ont acquis une puissance capable de perturber les cycles planétaires, de bouleverser les équilibres de la biosphère et de provoquer un réchauffement global

qui menace les organisations humaines. Nous entrons dans une nouvelle ère géologique : l'Anthropocène.

Pour limiter, réduire et retarder les bouleversements causés par le réchauffement climatique (y compris le risque de guerre) annoncés par la communauté scientifique internationale (le GIEC), les pays développés, premiers responsables de ce réchauffement, devraient au moins diviser par quatre leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Ils devraient donc s'attacher à sortir rapidement de l'utilisation des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) pour produire l'énergie. Cette sortie est d'autant plus indispensable que les énergies carbonées bon marché s'épuisent. Les logiques capitalistes de régulation par le marché font que leur prix va augmenter dans des proportions importantes. Cette exigence devrait rendre solidaires tous les habitants de la Terre. Or, à l'échelle de la planète, le bilan actuel du protocole de Kyoto relatif à la réduction des émissions de gaz à effet de serre est très insuffisant,

voire inadapté, au vu de la gravité de la crise climatique.

L'évolution de la démographie mondiale (+3 milliards d'habitants vers la fin du siècle) et la résorption des inégalités énergétiques (monstrueuses notamment entre les États-Unis et l'Afrique) exigeront beaucoup d'énergie. Elle sera d'autant plus nécessaire si nous voulons par ailleurs que tous les peuples aient accès à l'eau douce et qu'ils puissent modifier leur mode de production afin de ne pas aggraver les déséquilibres écologiques terrestres. D'ici 2050, nous devrons au moins doubler la production d'énergie sur la terre.

Répondre aux besoins croissants d'énergie dans un contexte de sortie des énergies carbonées demande de faire appel de manière nouvelle aux énergies renouvelables couplées avec celles de l'atome tout en recherchant une meilleure efficacité de l'énergie produite. Dans ce contexte mondial marqué aussi par l'accident de Fukushima en 2011, des questions essentielles se posent. Faut-il abandonner le nucléaire le plus rapidement possible ou à terme ? Cet

abandon est-il possible, voire souhaitable ? Quelle est la nature de ce nouveau *mix* énergétique et les problèmes qu'il pose ? Une seule chose est certaine : l'énergie parfaite, n'ayant que des avantages et aucun inconvénient, n'existe pas. Les choix qui doivent être faits appartiennent à chaque peuple. Les indispensables débats qui doivent précéder les décisions doivent permettre à chaque citoyen d'être informé de tous ces enjeux. Dans ce contexte, le rôle des techniciens et des scientifiques est essentiel. Ces débats sont d'actualité dans tous les pays du monde. Sur ces choix, je partage avec beaucoup d'autres scientifiques une inquiétude. Si un grand nombre de peuples rejetait les énergies de l'atome, il serait illusoire malgré leurs grandes potentialités, de considérer que les énergies renouvelables, qui sont diffuses et intermittentes, pourraient répondre aux besoins mondiaux. Si ce rejet s'amplifiait, les peuples pourraient connaître la pire des situations : celle de la pénurie d'énergie. Elle relancerait l'appel aux énergies fossiles en renforçant ainsi le réchauffement climatique. Les coûts de ces énergies croîtraient d'autant plus. Elle serait la cause de graves tensions internationales pouvant conduire à la guerre. C'est le risque le plus important qu'il convient d'éviter à tout prix.

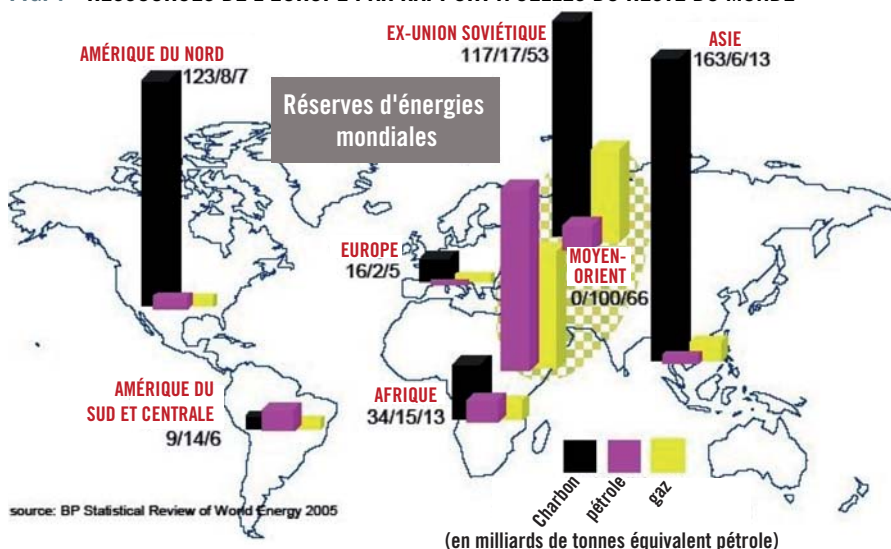
### UNE EUROPE ÉNERGÉTIQUE FRAGILE ET INCOHÉRENTE

Un premier constat s'impose à l'Europe. Elle est pratiquement totalement dépourvue de ressources en gaz et en pétrole. La seule ressource énergétique de l'Union est le charbon (principalement en Allemagne et en Pologne) (fig 1). C'est malheureusement la plus polluante en émissions de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>). Un deuxième constat caractérise l'Union. Le projet d'une Europe énergétique cohérente et stable est en train de s'effondrer du fait des bouleversements géopolitiques et des coups de boutoir d'une crise du capitalisme exacerbée par les logiques de la concurrence libre et non faussée.

Cette impuissance face à l'incohérence se retrouve dans la directive européenne sur l'énergie. Elle préconise trois orientations non contraignantes qui sont abordées de manière indépendante, alors qu'en réalité, elles sont étroitement liées entre elles, voire antinomiques :

- obtenir d'ici 2020 une augmentation de 20% de l'efficacité énergétique,
- réduire de 20% les émissions de CO<sub>2</sub>,
- aller vers les 20% d'énergies renouvelables.

FIG. 1 RESSOURCES DE L'EUROPE PAR RAPPORT À CELLES DU RESTE DU MONDE



### LE CHOIX POLITIQUE MAJEUR RÉCENT D'ANGELA MERKEL

Certains pays de l'Union ont fait le choix de conserver les énergies de l'atome (France, Grande-Bretagne, Les pays nordiques, République tchèque, Hongrie...). Il convient de souligner à cet égard, le cas particulier de la Suède qui a décidé en 1980, par référendum, de sortir du nucléaire en 30 ans. Aujourd'hui la Suède n'a arrêté qu'un seul de ses réacteurs sur les douze qu'elle exploite et elle relance le nucléaire. D'autres ont fait le choix de l'abandon du nucléaire (Allemagne, Italie, Autriche, Espagne...).

La décision allemande intervenue brutalement à la suite de l'accident de Fukushima, sans concertation au sein de l'Europe, représente un tournant énergétique sans précédent. La sortie définitive du nucléaire fixée en 2022 s'est concrétisée par la fermeture immédiate de 8 centrales et l'arrêt progressif des 9 restantes. Cette orientation amène le gouvernement allemand à développer de manière urgente les énergies renouvelables et le renforcement du réseau électrique. Les objectifs de l'Allemagne sont que la part des énergies renouvelables dans la consommation globale d'électricité soit de 35% en 2020, 50% en 2030, 65% en 2040 et 80% en 2050. Dans cette augmentation, l'énergie éolienne joue un rôle central.

Cette stratégie a plusieurs conséquences. Elle suppose un accroissement important des capacités de transport des réseaux électriques allemands pour acheminer l'électricité des éoliennes *off-shore* de la mer du Nord et de la Baltique vers les utilisateurs situés au sud de l'Allemagne. Plus largement et pour les mêmes raisons, en accord avec les orientations de la directive euro-

péenne privilégiant les énergies renouvelables, l'Europe doit accroître les capacités de transports de l'électricité entre les pays. Les frontières étatiques sont actuellement des goulots d'étranglement électrique (fig. 2). Ces évolutions représentent un coût de plusieurs milliards d'euros (qui paiera ?) et doivent nécessairement être soumises au débat public puisque dans ces conditions le réseau national pourrait devenir un réseau de transit prioritaire entre l'offre éolienne du Sud et la demande électrique du nord de l'Europe.

Elle suppose à moyen terme la mise en service de centrales au gaz et au charbon (donc aggravant le réchauffement climatique car le captage et le stockage du CO<sub>2</sub> ne sont pas encore opérationnels) pour combler les insuffisances de la période de transition et compenser les fluctuations inhérentes à l'énergie éolienne et solaire. Ce faisant, en plus d'une augmentation importante des émissions de gaz à effet de serre, cette stratégie entraîne une dépendance accrue de l'Europe au gaz russe ; est-ce vraiment souhaitable ?

Personne ne peut dire aujourd'hui si le tournant énergétique allemand réussira et à quel coût. Pour certains, ce tournant est comparable au projet spatial lunaire : la seule différence est que le pays entier est transformé en laboratoire de recherche<sup>1</sup>.

L'Europe a besoin d'une vision d'avenir, répondant aux attentes et aux besoins sociaux des peuples. Il est nécessaire de faire converger les économies, les finances, les budgets, sur un nouveau mode de développement fondé sur les options d'efficacité économique, financière, sociale et écologique, sur des solidarités intereuropéennes afin de combler les disparités régionales et les inégalités importantes,

tout en favorisant partout la justice et le progrès social, l'emploi qualifié, la formation, les services publics. Seul le développement des services publics de l'énergie dans les pays européens est susceptible de favoriser cette difficile convergence.

## LES ATOUTS DE LA FRANCE

Dans ce débat mondial et européen, notre pays a des atouts qui peuvent l'aider à sortir de la crise tout en restant solidaire du reste du monde, c'est-à-dire sans s'enfermer dans une perspective égocentrique nationale.

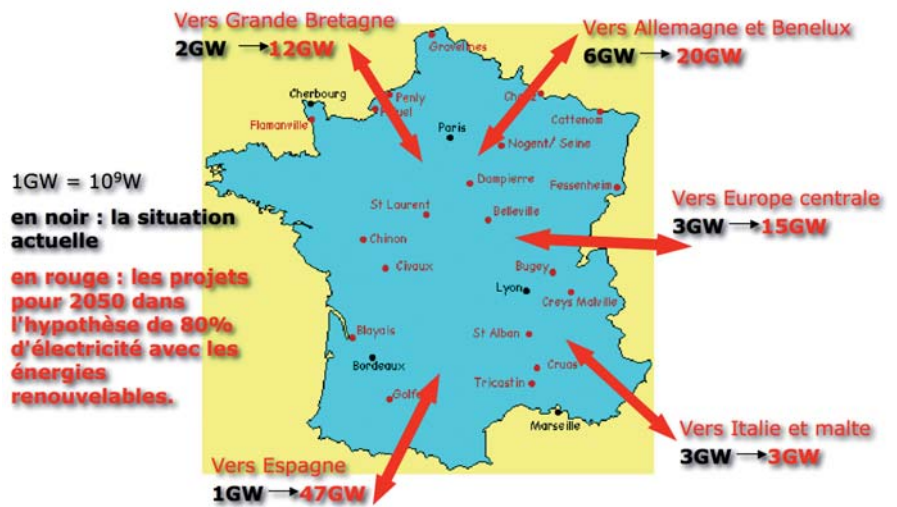
En prenant en compte le nécessaire effort de recherche à faire en direction de l'amélioration de l'efficacité énergétique notamment dans l'habitat et le développement des énergies renouvelables, nous pouvons ajouter aux 400 000 emplois du nucléaire tous ceux relatifs à ces deux orientations à condition d'avoir une politique de réindustrialisation de notre pays dans tous les domaines de l'énergie. En préservant notre atout principal, le nucléaire, nous préservons l'énergie qui, de par son coût bas, permet de concrétiser le droit à l'énergie pour tous et se libérer du yo-yo des marchés internationaux des énergies fossiles. Nos réserves de combustibles fissiles et fertiles et le stockage possible de ce combustible pour plusieurs années de consommation nous mettent à l'abri des marchés. Par ailleurs, si le risque d'accident nucléaire est réel et grave, l'expérience française montre qu'il est maîtrisable pourvu qu'il soit géré par un secteur public démocratisé et rénové, contrôlé par des structures scientifiques et techniques indépendantes des pouvoirs politiques. Pour préserver la sécurité des peuples quels qu'ils soient face au risque d'accident nucléaire grave, notre pays a-t-il intérêt à faire disparaître cette expérience positive de sécurité en abandonnant ses activités nucléaires alors que la plupart des grands pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Russie, Nigéria...) et des pays développés (États-Unis, France, Grande-Bretagne...) ont confirmé leurs orientations nucléaires après l'accident de Fukushima ?

Mais notre actuelle dépendance vis-à-vis du pétrole (notamment les transports) et du gaz doit nous amener à envisager le changement et maîtriser la transition qu'il entraîne.

En rapport avec les contraintes climatiques mondiales, nous devons diviser par quatre, d'ici 2050, nos émissions de gaz à effet de serre (gaz carbonique), ce

FIG.2

## LIGNES D'INTERCONNEXION À DÉVELOPPER EN EUROPE



qui implique à peu de chose près, de diviser par quatre notre consommation de combustibles fossiles. Outre les économies d'énergie, sans lesquelles le « facteur 4 » serait illusoire, il nous faut<sup>2</sup> :

- supprimer le pétrole et le gaz dans l'habitat (résidentiel et tertiaire). C'est possible en combinant, isolation efficace, énergies renouvelables pour la production de chaleur (pompes à chaleur) et électricité maîtrisée,
- réduire le pétrole pour les transports au moyen d'une double mutation : de comportement en repensant la mobilité (transports en commun, fret), technologique en remplaçant le pétrole par l'électricité (dans les véhicules hybrides rechargeables ou/et électriques) soit avec les biocarburants,
- limiter efficacement les combustibles fossiles dans l'industrie ce qui exige de modifier les procédés en engageant des investissements lourds,
- augmenter la part de l'électricité dans le mix énergétique à partir du nucléaire et ajuster la part de production électrique des énergies renouvelables en fonction des progrès de la recherche sur le stockage de l'électricité et la méthanation (production de méthane CH<sub>4</sub> à partir du CO<sub>2</sub> et de l'hydrogène) et/ou la réalisation de STEP<sup>3</sup> pour respecter les contraintes dues au réseau électrique.

Le risque lié à l'éventuel abandon du nucléaire est triple : ne pas atteindre les objectifs de protection du climat, aggraver les effets de la crise sur les plus défavorisés par l'accroissement des coûts du kWh et se retrouver très dépendants des producteurs de gaz naturel (dont la Russie).

La tâche qui est devant nous est ardue. Mais, intégrée dans une planification écologique qui nous conduit vers d'autres modes de production respectueux

des équilibres écologiques, animée par un pôle énergétique où tous les acteurs de l'énergie seront représentés (y compris les salariés et les citoyens), nous pourrions dans ces conditions retrouver la confiance des citoyens dans les bienfaits du progrès scientifique et technique. Cette orientation nécessite deux composantes importantes : une politique industrielle en harmonie avec ce changement conduit par un secteur public important, rénové et un effort de recherche sans précédent dans tous les domaines (le stockage de l'électricité, la génération IV du nucléaire, la fusion, le photovoltaïque, la géothermie, le stockage et la séquestration du CO<sub>2</sub>, les matériaux...).

Cette transition sera longue. Dans un domaine particulier, celui de l'énergie, chacun doit apporter ce qu'il peut pour éclairer l'avenir de la planète et des hommes. Quels nouveaux rapports doit-on inventer entre la réalité terrestre et les formes sociales actuelles permises par l'évolution des techniques ? Nous sommes convaincus qu'il faut mettre en œuvre ces nouveaux rapports. C'est ce changement de civilisation qu'il convient de maîtriser. ■

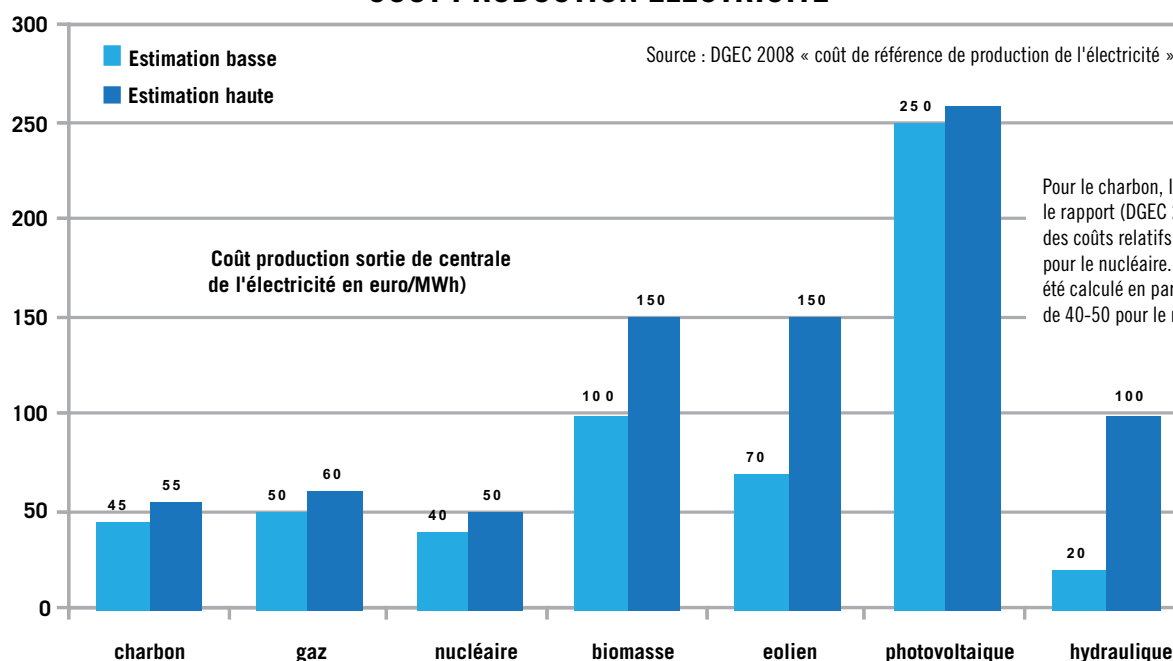
\*Claude Aulfert est chercheur, ancien administrateur du CEA.

1) Voir l'article du vice-président de RWE-Power dans *Revue Générale Nucléaire*, septembre-octobre 2011.

2) Voir à ce sujet les travaux des scientifiques de l'Association Sauvons le Climat et leur proposition stratégique *Négatep* sur le site Internet [www.sauvonsleclimat.fr](http://www.sauvonsleclimat.fr)

3) Il s'agit de stations de pompage capables de délivrer des puissances de plusieurs milliers de MW grâce à l'eau retenue dans des réservoirs, déversée au moment voulu sur des turbines. Par exemple le barrage de Grand'Maison dans l'Isère a cette fonction.

## COÛT PRODUCTION ÉLECTRICITÉ



Pour le charbon, le gaz et le nucléaire, le rapport (DGEC 2008) ne donne que des coûts relatifs sur une base 100 pour le nucléaire. Les prix ont donc été calculés en partant des tarifs de 40-50 pour le nucléaire.



Extrait du programme du Front de gauche

*l'humain d'abord*

## Des choix énergétiques sous contrôle citoyen

**N**ous réaffirmons l'exigence de la maîtrise publique, sociale et démocratique du secteur de l'énergie, seule garante de la transparence, de l'indépendance de l'expertise et de la qualité des installations et des exploitations. **Nous créerons un pôle 100% public de l'énergie comprenant EDF, GDF, Areva et Total renationalisé.** Ses salariés seront tous sous le même statut. Ils et elles seront associés étroitement aux choix de gestion de l'entreprise publique, et leur liberté d'expression sera garantie. Les citoyens seront également associés à la direction de ce pôle. Nous agirons pour la création d'un tel pôle public au plan européen. **Nous proposerons un débat public national immédiat sur la politique énergétique en France.** Ce grand débat devra permettre la remise à plat des choix énergétiques et du nucléaire et préparer le remplacement de énergies fossiles. Il se déroulera sous contrôle citoyen de l'information jusqu'à la prise de décision et se terminera par un référendum. **Dans le domaine du**

**nucléaire civil, l'ensemble des possibilités – dont la sortie du nucléaire ou le maintien d'un nucléaire sécurisé et public – sera alors tranché.** Aucun choix définitif en matière de politique énergétique ne sera effectué avant la conclusion de ce grand débat public. Sans attendre, la réinternalisation de toutes les opérations de maintenance et de sûreté nucléaire sera engagée. Nous mettrons en place une tarification sociale et progressive qui assure l'accès à l'énergie de toutes et de tous. Nous mettrons fin aux coupures d'électricité qui se multiplient aux dépens des plus pauvres. **Nous programmerons les investissements publics, les emplois et les formations nécessaires à la sobriété, à l'efficacité énergétique et à la diversification des sources d'énergie,** notamment en faveur des énergies renouvelables. Nous mettrons en place les procédures nécessaires aux diagnostics de sécurité, de préservation de la planète et de notre environnement. La nécessaire réduction des consommations

ne peut conduire à réduire le niveau de vie des classes populaires. C'est la sobriété énergétique que nous visons : moins de consommation pour des usages identiques. Ce sont les gaspillages ostentatoires des très riches qu'il faut combattre. Nous abrogerons les lois de libéralisation de l'énergie. **Nous lancerons un réseau de géothermie profonde.** Nous engageons un effort massif en faveur de la recherche, des filières technologiques et industrielles, des investissements, de la formation pour le développement des énergies renouvelables et leur utilisation publique ainsi que pour le traitement des déchets issus de la filière nucléaire. Nous mettrons en place **un plan national de remise aux normes énergétiques des logements et de l'ensemble des bâtiments publics.** Nous créerons pour les particuliers une allocation sur condition de ressources pour financer la rénovation thermique des logements.

Par **GÉRARD STREIFF**

# Le roman de l'Algérie

Le sujet « guerre d'Algérie » s'impose, depuis peu, dans la littérature. Le dernier Goncourt en est un bon exemple. Mais longtemps, les lettres françaises se sont tues. Des silences et des mots qui en disent long sur l'imaginaire national.

**D**eux mille douze sera aussi, un peu, l'année de l'Algérie. On célèbre, après le cinquantenaire de Charonne en février, le demi-siècle de la signature, en mars, des accords d'Évian, prélude à la fin des combats puis à l'indépendance algérienne. De nombreuses publications sortent ou sont annoncées, livres d'histoire, essais, biographies et on lira avec intérêt les nouveaux commentaires de Benjamin Stora. Mais dans le cadre de cet article, on voudrait se limiter au seul domaine de la fiction. On remarque en effet que le sujet « guerre d'Algérie » s'impose, depuis peu, dans la littérature. Le dernier Goncourt en est un bon exemple. Mais longtemps, les lettres françaises se sont tues. Des silences et des mots qui en disent long sur l'imaginaire national. L'Algérie a longtemps été un sujet tabou, de manière générale et au plan de la littérature en particulier. Certes, durant les « événements », paraissent des œuvres magistrales, le récit de Henri Alleg, *La question*, par exemple, rapidement censuré. Mais après 1962, le sujet est peu abordé, il est quasiment absent des librairies. Il est fréquent, après un traumatisme, que les bouches se ferment : le psychiatre communiste Bernard Sigg établit un diagnostic pertinent dans son essai, *Le silence et la honte, Névroses de la guerre d'Algérie* (Editions sociales, 1989). 1968 donne l'impression de passer à autre chose.

## LES ANNÉES 80, L'ALGÉRIE ET LE POLAR

Il faut attendre le milieu des années 80 pour que cet enjeu ressurgisse, notamment par le biais du polar. *Meurtres pour mémoire* de Didier Daeninckx, en 1984, marque un tournant, il aborde enfin l'épisode de la manifestation des Algériens de Paris d'octobre 1961, par exemple. Un temps, seuls les auteurs de ce (mauvais) genre littéraire ont continué de creuser le sillon : François Muratet et *Pieds rouges* ; Lakhdar Belaïd et *Serial killers* ; Catherine Simon et *Un baiser sans moustache* ; Yasmina Khadra ; Maurice Attia et *Alger la noire*, jusqu'à l'excellent Antonin Varenne et *Le mur, le kabyle et le marin* (Viviane Hamy), au printemps 2011.

## LE RETOUR DE L'ALGÉRIE DANS LA LITTÉRATURE « BLANCHE »

Celui-ci est beaucoup plus récent. On ne prétend pas ici être exhaustif, quelques romans « critiques » ont évoqué cet enjeu au fil du temps – sans parler d'une littérature de nostalgie coloniale – mais l'écho en restait feutré ; la question coloniale, et algérienne, ne s'est invitée « en grand » dans le roman que ces toutes dernières années, après donc un très long purgatoire. Disons que ce sujet s'impose avec force depuis cinq ou six ans. Pourquoi à ce moment-là, précisément ? Serait-ce une réaction, même inconsciente, d'auteurs à l'offensive conservatrice menée alors sur les bienfaits de la colonisation ou à la banalisation des nouvelles guerres coloniales (Kaboul, Bagdad ou Tripoli) ? En 2008, Mathieu Bezezi frappe un grand coup avec *C'était notre terre* (Albin Michel). Dans un entretien avec le critique Jean-Claude Lebrun, il note : « Il y a ce constat, à la fois accablant et terrible, que la littérature française contemporaine n'a jamais

voulu, ou jamais eu le courage, d'aborder de front les cent trente années d'occupation d'un pays colonisé à coups de sabre, de chassepot et d'enfumage. [...] Que les écrivains français aient à ce point ignoré le sujet, j'avoue ne pas comprendre. Peut-être ont-ils craint les repréailles de cette fratrie intellectuelle parisienne qui entretient le mythe d'une colonisation généreuse et civilisatrice ». Le roman de Bezezi, *Polyphonique*, utilise les voix de plusieurs membres d'une même famille de colons ; ainsi il redonne vie tout à la fois à la douceur de l'existence des possédants, à l'humiliation imposée à un peuple, à l'impasse où conduit une domination bornée, à la montée des violences, à la guerre qui ne dit pas son nom, au déchaînement de terreur. Il est tour à tour mère obstinée, père jouisseur, fils révolté, fille nostalgique ou encore l'employée qui se confond avec les meubles, il fait vibrer la faune et la flore et nous fait entrer, avec un talent inouï, dans cette Algérie qui a sombré.

Peu après, avec Laurent Mauvignier et *Des hommes*, (Minuit, 2009), on oscille entre le Loiret, aujourd'hui, où les personnages (Rabut, Solange, Bernard) sont encore travaillés par le passé algérien et le fracas de la guerre, quarante ans plus tôt, où Rabut et Bernard, soldats cette fois, crapahutent, tuent, ont peur, s'enrouent, draguent, attendent. Un propos violent, sec, cruel et des pages finales sublimes – on est en 1962 –, où se mêlent la joie algérienne, la panique pied noire, la folie OAS, l'abandon des harkis, la mort et la fête. Un roman dur sur le temps qui ne guérit rien, où il n'y a pas vraiment de braves mecs ni de sales types mais des gens dépassés par les événements. Avec Jérôme Ferrari, *Où j'ai laissé mon*





*âme* (Actes Sud, 2010), on assiste au face à face entre le capitaine André Degorce et le lieutenant Horace Andréani ; ils se sont connus en Indochine. Degorce, l'aîné, le résistant déporté, est le modèle d'Andréani. Mais, en ce mois de mars 1957, à Alger, ce sont eux les bourreaux. On les suit, trois jours durant, de l'arrestation de Tahar, un chef de l'ALN (Armée

de libération nationale) à sa mort. Les deux soldats torturent (des Algériens mais aussi des militants français solidaires de la cause algérienne) mais ils s'arrangent différemment avec leur conscience : le lieutenant assume, il y voit un mal nécessaire, il exécute les ordres ; le capitaine se tourmente, se ment, cherche une absolution biblique. L'angoissé fera carrière et l'im-

pulsif se retrouvera à l'OAS puis en prison. Dans ce texte qui s'interroge sur la frontière entre bien et mal, et où « l'enfer s'invite sur terre », l'écriture est inspirée, la langue sublime.

*L'art français de la guerre* d'Alexis Jenni (Gallimard, 20011) marque en quelque sorte une nouvelle étape dans cette réappropriation tardive, progressive, du passé algérien. Ce gros roman, plus de 600 pages, s'impose dès la rentrée littéraire 2011 et il reçoit, un peu comme une évidence, le prix Goncourt. Le journal *Le Monde*, qui dit assez bien un air du temps, écrit qu'il s'agit d'«une réflexion complexe et profonde sur la pourriture coloniale et sa manière d'infecter la société française». Le livre est une sorte d'histoire de France à travers ses guerres coloniales (Indochine, Algérie), entrecoupée de « commentaires » où le narrateur, lyonnais d'aujourd'hui, s'interroge sur la crise de la vie publique, les débats sur la banlieue, les races, la sécurité, l'espèce de guerre civile larvée que jouent certains ultras. Un texte splendide, une langue impeccable, une approche réaliste. L'auteur dit ne pas vouloir « se contenter de décrire le monde mais le réinventer afin de le rendre vivable. Après tout, la littérature permet de raconter une histoire commune ».■

## L'ART FRANÇAIS DE LA GUERRE,

*Le départ pour le Golfe des Spahis de Valence.*

Les débuts de 1991 furent marqués par les préparatifs de la guerre du Golfe et les progrès de ma totale irresponsabilité. La neige recouvrit tout, bloquant les trains, étouffant les sons. Dans le Golfe heureusement la température avait baissé, les soldats cuisaient moins que l'été où ils s'arrosaient d'eau, torse nu, sans enlever leurs lunettes de soleil. Oh ! ces beaux soldats de l'été, dont presque aucun ne mourut ! Ils vidaient sur leur tête des bouteilles entières dont l'eau s'évaporait sans atteindre le sol, ruisselant sur leur peau et s'évaporant aussitôt, formant autour de leur corps athlétique une mandorle de vapeur parcourue d'arcs-en-ciel. Seize litres ! devaient-ils boire chaque jour, les soldats de l'été, seize litres ! tellement ils transpiraient sous leur équipement dans cet endroit du monde où l'ombre n'existe pas. Seize litres ! La télévision colportait des chiffres et les chiffres se fixaient comme se fixent toujours les chiffres : précisément. La rumeur colportait des chiffres que l'on se répétait avant l'assaut. Car il allait être donné, cet assaut contre la quatrième armée du monde, l'Invincible Armée Occidentale allait s'ébranler, bientôt, et en face les Irakiens s'enterraient derrière des barbelés enroulés serré, derrière des mines sauteuses et des clous rouillés, derrière des tranchées pleines de pétrole qu'ils enflammeraient au dernier moment, car ils en avaient, du pétrole, à ne plus savoir qu'en faire, eux. La télévision donnait des détails, toujours précis, on fouillait les archives au hasard. »

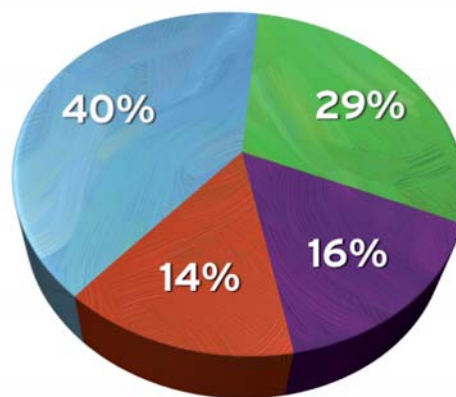
Alexis Jenni, Gallimard.

# Paradis fiscaux, Français pas dupes

Une enquête CSA - CCFD Terre solidaire (octobre 2011) montre que plus de huit Français sur dix jugent inefficaces les « mesures » du pouvoir contre les paradis fiscaux ; ils sont 64% à ne pas faire confiance à ce même pouvoir pour mener cette lutte. L'autre enseignement de cette enquête, c'est que les sondés « font le lien entre l'existence des paradis fiscaux et la crise », note le responsable du CCFD Terre solidaire. Les trois quarts estiment nécessaire leur interdiction et expriment une forte volonté de transparence « contre un système jugé illégal au bénéfice des multinationales et des riches » écrit le journal *La Croix*. À 70%, ils souhaitent qu'on oblige les multinationales à rendre publics les bénéfices partout où elles sont présentes. Ils voient dans la lutte contre l'évasion fiscale un bon moyen pour augmenter les recettes (83%) et réduire les déficits publics. À 70%, ils attendent des candidats à la présidentielle qu'ils se saisissent de ce dossier.

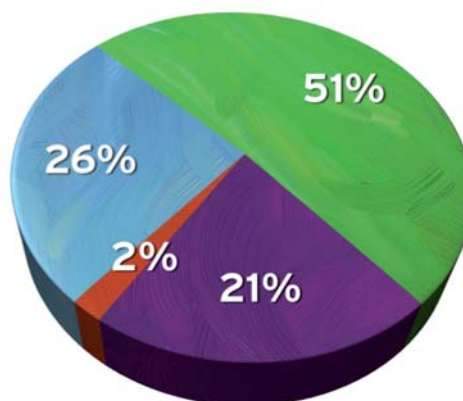
## La lutte contre les paradis fiscaux est-elle:

- plutôt prioritaire
- tout à fait prioritaire
- pas vraiment prioritaire
- pas prioritaire du tout



## Qui profite selon vous des paradis fiscaux

- les multinationales
- les grandes fortunes
- les mafias
- NSP



## Appel pour une reconquête de la fonction publique\*

Cet appel est une adresse du Front de gauche aux fonctionnaires, agents publics, comme à tous les citoyens pour débattre largement de propositions alternatives à la politique libérale dans la fonction publique, pour enrichir le programme du Front de gauche. C'est une invitation à le faire connaître dans les assemblées citoyennes, à s'en emparer dans l'ensemble des territoires et à l'enrichir. Un atelier législatif aura lieu le 7 mars 2012 à Paris.

Sous l'action de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, la généralisation du nouveau management public (NMP) et les restructurations destructrices, la fonction publique est de moins en moins en mesure d'assurer ses missions de service public en réponse aux attentes des citoyens. Les services publics sont progressivement et profondément déstabilisés et certains territoires en sont désormais dépourvus. Tous les pans de la fonction publique sont touchés : l'État, l'hospitalière et la territoriale. Les services de proximité de l'État sont réduits à leur plus simple expression. La réforme des collectivités organise un remodelage institutionnel complet pour promouvoir la compétitivité des territoires. L'existence de la commune est menacée au profit d'intercommunalité imposée autoritairement par l'État. Elle introduit de grandes inégalités entre les métropoles et les zones délaissées (rurales, banlieues). La loi hôpital patient santé territoire (HPST) introduit une logique marchande dans la santé avec la remise en cause des structures hospitalières de proximité.

Le gouvernement actuel oppose la population aux fonctionnaires, en les désignant comme des boucs émissaires (ex du jour de carence instauré en cas de maladie...) alors que ceux-ci vivent en plein la politique de régression sociale. La dette sert de prétexte pour justifier le gel des salaires, la non revalorisation du minimum fonction publique qui conduit à l'écrasement de la grille de rémunération.

Pour la reconquête de la fonction publique, un gouvernement de gauche arrivant au pouvoir en 2012 doit stopper immédiatement la révision générale des politiques publiques (RGPP), remplacer chacun des départs en retraite, engager un plan d'urgence pour créer les emplois dans les secteurs où les besoins sont les plus criants. Le rôle et la place de la fonction publique, comme facteur de développement des services publics, répondant de façon durable aux besoins de la population, doivent être réaffirmés par des mesures législatives, après débat public.

### 1<sup>ER</sup> AXE : PROMOUVOIR UNE FONCTION PUBLIQUE POUR LES CITOYENS SUR TOUT LE TERRITOIRE

La fonction publique doit être au service de l'intérêt général et se dégager de tout intérêt partisan. Elle doit être garante du respect de la mise en œuvre des droits fondamentaux du citoyen, au travers du fonctionnement du service public : éducation, santé, justice, culture, sécurité, énergie, communication, transports. Elle doit répondre aux nouveaux besoins qui s'expriment (petite enfance, dépendance...). Ceux-ci doivent être placés hors du champ de la concurrence et conduire à la création de nouveaux services publics. Elle participe au bien-être de chacun, au travers des principes républicains, qui fondent son action et qui seront réaffirmés : l'égalité de traitement, la continuité du service rendu, la solidarité, la laïcité. En application de ces principes, son action est définie dans un cadre national et déclinée aux différents niveaux institutionnels, de l'État central, jusqu'au niveau départemental et des collectivités territoriales.

### 2<sup>E</sup> AXE : REVALORISER LA FONCTION PUBLIQUE, DES FONCTIONNAIRES À LA DIGNITÉ RETROUVÉE

Cette revalorisation doit prendre appui sur les capacités et l'intelligence humaines, sur des objectifs de qualité du travail et non sur un management par objectif quantitatif fondé sur la concurrence. Cela passe par la reconnaissance et la revalorisation des métiers de la fonction publique avec un plan pluriannuel de reconstruction de la grille de qualification avec l'augmentation du point d'indice. Cette revalorisation doit s'accompagner d'une amélioration des déroulements de carrière en s'appuyant sur la promotion sociale et en développant des programmes de formation professionnelle. Les garanties statutaires doivent être réaffirmées et renforcées avec un plan de titularisation des 870 000 précaires de la fonction publique. Ces garanties conditionnent l'indépendance du fonctionnaire face aux lobbies de toute nature et notamment les pressions politiques ou celle d'intérêts financiers.

### 3<sup>E</sup> AXE : DÉMOCRATISER LA FONCTION PUBLIQUE

Un grand débat public avec les citoyens doit s'engager sur les besoins et les moyens humains et financiers de les satisfaire, en se donnant les outils d'une véritable démocratisation des services publics, tant pour les citoyens que pour les personnels et les élus. Le parlement qui a été marginalisé sur les décisions fondamentales, concernant la fonction publique, comme la révision générale des politiques publiques, doit retrouver sa place.

Les citoyens doivent pouvoir intervenir au sein de conseils de services publics institués à tous les niveaux, national, régional, départemental, local. Ces conseils réuniront des représentants des usagers, des salariés, des élus et de l'État. Ils donneront leur avis sur tout projet d'organisation de services publics (conséquence pour la population) et sur leur fonctionnement. Cela doit inclure la possibilité de révision de tout projet qui entraînerait une régression du niveau de la qualité de service public.

Dans les services, des droits nouveaux seront reconnus au personnel en matière d'information et d'expression, au plus près de la vie des services notamment en matière d'organisation.

Les nouvelles instances représentatives du personnel (comités techniques notamment) doivent être dotées de nouvelles prérogatives, moyens d'expertise, possibilité de demander un nouvel examen d'un projet quand la majorité des représentants des personnels s'y oppose. Voici quelques grands points que nous souhaitons mettre en débat autour de nous, dans les services publics, dans les assemblées citoyennes pour les porter comme projet alternatif aux politiques libérales que nous subissons depuis trop d'années.

Si vous partagez ces orientations, nous vous appelons à signer cet appel et le diffuser. Nous vous appelons à débattre et enrichir ces propositions dans le cadre d'un atelier législatif le mercredi 7 mars 2012 à 19 H à l'École normale supérieure. Ce texte est publié sur [www.placeaupeuple2012.fr](http://www.placeaupeuple2012.fr)

\* Appel élaboré par des militants du Front de Gauche et des syndicalistes, à l'initiative du front de gauche du VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris contact : Isabelle Mathurin, [mathurin5@orange.fr](mailto:mathurin5@orange.fr)



Des préoccupations fondamentales pour notre société, jeunesse, éducation, pluralisme des médias sont les thèmes des notes présentées ce mois-ci...

## ÉCOLE

### ÉVALUATION DES ENSEIGNANTS : LES ENJEUX D'UNE RÉFORME

**L'évaluation individuelle occulte la responsabilité collective, sociale et politique : il faut remarquer qu'au moment même où le gouvernement veut mettre en place cette nouvelle évaluation, il cherche à détruire les outils de l'évaluation sociale des politiques scolaires, en s'attaquant notamment à la statistique publique.**

Lors de ses vœux à la communauté éducative, Nicolas Sarkozy a fait de la transformation du métier d'enseignant l'un des points forts de son programme. La réforme de l'évaluation des enseignants est emblématique de cette transformation. Il s'agit de donner aux chefs d'établissement le pouvoir d'évaluer les enseignants sur la base d'un entretien individuel. L'évaluation par le corps indépendant des inspecteurs, qui repose sur de réelles compétences disciplinaires et pédagogiques et se fonde sur une visite dans la classe, serait ainsi remplacée par une évaluation managériale créatrice de nouvelles pressions hiérarchiques. En transformant le métier, ce sont les missions de l'école que la droite veut changer.

#### MODE DE GOUVERNANCE PROPRE AUX ENTREPRISES PRIVÉES

Il s'agit d'abord d'imposer dans l'école un mode de gouvernance propre aux entreprises privées : l'enseignant est tenu pour individuellement responsable des résultats de ses élèves, et dans le même temps, il est soumis à une pression hiérarchique accrue et à des injonctions de plus en plus autoritaires. L'évaluation individuelle occulte la responsabilité collective, sociale et politique : il faut remarquer qu'au moment même où le gouvernement veut mettre en place cette nouvelle évaluation, il cherche à détruire les outils de l'évaluation sociale des politiques scolaires, en s'attaquant notamment à la statistique publique.

Il s'agit ensuite de minimiser le rôle de la pédagogie et des compétences disciplinaires dans le système éducatif. La réforme est en parfaite cohérence avec la casse de la formation des enseignants d'une part et avec la mise en place du « livret individuel de compétences » pour les élèves d'autre part : les processus d'apprentissage permettant d'acquérir une

maîtrise des savoirs transmis sont remplacés par l'évaluation permanente des capacités de l'élève à exécuter une consigne. Tout cela permet de faire des économies, en faisant travailler plus les enseignants : les pouvoirs nouveaux du chef d'établissement, la concurrence entre les personnels et les établissements, sont autant d'outils pour obliger les enseignants à accepter l'accroissement de leur charge de travail ou la prise en charge de nouvelles tâches, forcément au détriment de la réussite de tous.

François Hollande affirme que s'il gagne les élections présidentielles, il reviendra sur cette réforme. Mais comment comprendre alors qu'il défende l'autonomie des établissements et la diversification des tâches des enseignants ? Toutes ces mesures s'inscrivent dans un même projet. Pour redonner aux enseignants la maîtrise de leur métier qui leur permettra d'œuvrer à la réussite de tous les élèves, il faut renforcer le statut de fonctionnaire d'État qui garantit la liberté pédagogique, reconstruire une formation initiale et continue ambitieuse, donner du temps aux enseignants pour réfléchir sur leurs pratiques et surtout pas diversifier leurs tâches. ■

**MARINE ROUSSILLON**

responsable du secteur école du PCF.

## JEUNESSE

### PERMETTRE AUX JEUNES DE PRENDRE EN MAIN LEUR AVENIR

**Sous ce titre, le 5 décembre 2011, Marie George Buffet et le groupe des députés Front de Gauche ont déposé une proposition de loi cadre.**

Cette proposition de loi a été construite avec des organisations de jeunesse et cette loi-cadre, une première sur les questions de la jeunesse, aborde tous les domaines de la vie car les jeunes sont confrontés massivement à une augmentation de la précarité dans leur quotidien (logement, emploi, formation/études, santé et même alimentation).

C'est la tranche d'âge (18- 25 ans) qui subit le plus les effets de la crise : la plus pauvre en revenus, la plus précarisée dans le travail, les bas salaires, le chômage, les discriminations et les politiques répressives...

Au contraire des grands discours sur l'avenir de la jeunesse ou des mesures parcelaires, des mesures répressives ou en dehors du droit commun, il s'agit de

répondre aux urgences sociales et de sécuriser les parcours pour les jeunes afin qu'ils puissent construire leur avenir quelle que soit leur situation : étudiant, en formation, en recherche d'emploi ou salarié. La proposition de loi est composée de quatre grands axes :

• **Le 1<sup>er</sup> chapitre part de l'idée qu'il faut rendre effectifs pour les jeunes les droits existants, auxquels ils ne peuvent prétendre réellement.** Il s'agit de développer les services publics afin de garantir :

- l'accès au logement : le doublement des places en cités universitaires, et dans les foyers de jeunes travailleurs, intégration des résidences pour étudiants au patrimoine des CROUS, construction de 200 000 logements sociaux, la suppression des cautions, le plafonnement des loyers et des charges locatives, la revalorisation du barème de l'APL ;
- le droit au transport : la formation au permis de conduire au lycée, l'augmentation des aides aux transports publics ;
- l'accès à la santé et aux soins : avec notamment la création de centres de santé sur les lieux d'études et de formation avec des soins de base gratuits et une action préventive ;
- l'accès à la culture, au sport avec une politique tarifaire en fonction des revenus ;
- le développement de la démocratie avec notamment la généralisation et de nouveaux pouvoirs des conseils locaux de jeunes ;

**Le 2<sup>e</sup> chapitre propose de garantir l'autonomie financière des jeunes en mettant en place :**

- une allocation d'études versée par les CROUS, conditionnée à un contrat de projet personnel, avec une partie socle universelle pour tous et une partie variable selon les revenus des parents ;
- une allocation de recherche d'emploi et de formation pour les jeunes n'ayant pas encore cotisé (80% du SMIC)

**Le 3<sup>e</sup> chapitre aborde l'accompagnement des jeunes vers l'emploi et la formation avec :**

- un mécanisme de fixation des droits d'inscription en concertation État-organisations étudiantes ;
- un encadrement plus exigeant des stages et de l'apprentissage, des droits des stagiaires et apprentis, et de leur rémunération (80% du SMIC).
- une amélioration de la formation des tuteurs, ainsi que le renforcement de Pôle emploi, des missions locales ainsi que l'amélioration du service d'orientation scolaire et universitaire ;
- la mise en place d'une formation pour

découvrir l'entreprise et le poste de travail pour le jeune salarié, et d'une formation au droit du travail avec la participation des organisations syndicales.

**Le 4<sup>e</sup> chapitre traite de la sécurisation des conditions de formation et d'emploi.**

Il s'agit de :

- pénaliser les entreprises (plus de 20 salariés) qui favorisent l'emploi précaire avec une majoration des cotisations de 10% quand il y a plus de 20% d'emplois précaires ;
- donner des droits nouveaux aux comités d'entreprise pour faire respecter la loi concernant les stagiaires, les apprentis,
- d'améliorer les conditions de travail des jeunes salariés, stagiaires et apprentis et de lutter contre les discriminations. Cette proposition de loi-cadre déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale ne sera certainement pas mise à l'ordre du jour par la majorité actuelle mais elle existe, et comme le dit Marie-George Buffet dans sa présentation à la presse : « la balle est dans le camp des jeunes, de leurs organisations ». Faire connaître ce projet, en débattre, l'enrichir, le soutenir, et se battre pour le faire adopter par la future majorité est un enjeu pour véritablement donner la priorité à l'avenir des jeunes. De la parole aux actes, nous y sommes. ■

**ISABELLE DE ALMEIDA**

responsable du secteur jeunesse du PCF.

## MÉDIAS

### URGENCE POUR LA PRESSE ET LE PLURALISME !

**L'année 2012 restera sûrement dans les annales de l'histoire de la presse, comme une des pires années pour le pluralisme.**

Pas un mois ne se passe sans que soient annoncés plans de restructuration, mises en liquidation judiciaire, rachats de titres accompagnés de suppressions d'emplois touchant tout à la fois journalistes, ouvriers du livre, employés et cadres. Le pluralisme est malmené, l'outil industriel saccagé à travers les fermetures d'imprimeries et voilà qu'aujourd'hui c'est le système de distribution coopératif, mis en place à la Libération, qui se trouve menacé, sans parler de la mainmise du pouvoir sur l'audiovisuel public...

Titre emblématique issu de la Résistance, *France Soir* a tiré le rideau sur sa version papier, pour ne laisser subsister qu'une version électronique dont la survie est loin d'être assurée faute de modèle

économique pérenne. *La Tribune* vit peut-être ses derniers jours ne laissant subsister en terme de quotidien économique que *Les Echos*. Presstalis, qui distribue équitablement les quotidiens nationaux quel que soit leur nombre d'exemplaires diffusés a vu un plan de redressement voté le 24 novembre, et aujourd'hui certains éditeurs menacent de résilier leur contrat (*Le Point*, Mondadori) pour rejoindre les Messageries lyonnaises de presse qui se proposent de distribuer aussi les quotidiens nationaux. Le Conseil supérieur des messageries de presse, garant de par la loi du respect de solidarité coopérative et des équilibres économiques du système collectif de distribution de la presse, s'avère impuissant à réguler la profession. L'imprimerie du *Monde* est sous perfusion malgré les suppressions d'emplois. Et tout cela trois ans après les États généraux de la presse, dont Sarkozy avait dit qu'avec les mesures prises son avenir était assuré ! Comme si cela n'était pas suffisant, le PDG de l'audiovisuel extérieur de la France poursuit la fusion RFI/France 24 à marche forcée, malgré l'opposition des salariés et sans attendre les conclusions de la mission parlementaire. De plus, en cette année électorale, le pluralisme est malmené par le service public audiovisuel ; le Front de gauche et le Parti communiste français sont quasiment exclus des plateaux et reportages sur France Télévisions.

Plus que jamais, pour que vive la démocratie, une rupture est indispensable avec cette mainmise du libéralisme et cette marchandisation de l'information, comme le proposent les responsables médias du Front de gauche.

Il faut d'urgence prendre les mesures indispensables, en créant un outil industriel de fabrication de service public, en construisant une cloison étanche entre les détenteurs des capitaux et les rédactions, en renforçant l'outil coopératif de distribution, en refondant les aides, en redonnant tout son sens à des autorités de régulation tant dans l'écrit que dans l'audiovisuel, en renforçant enfin le poids des représentants des salariés dans les instances du secteur et les entreprises. Tout cela en co-élaboration avec les citoyens dans le cadre du programme populaire partagé. Une première rencontre qui s'est tenue avec les syndicalistes d'Infocom CGT a déjà permis d'ouvrir des perspectives ; une autre ouverte aux citoyens est en préparation pour le 1<sup>er</sup> février à Malakoff. ■

**JEAN-FRANÇOIS TÉALDI**

responsable du secteur Droit à l'information du PCF, Coordinateur Médias du Front de Gauche.

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des ouvrages, des films, des DVD...



## **La nouvelle école capitaliste**

La Découverte, 2011

**CHRISTIAN LAVAL, FRANCIS VERGNE, PIERRE CLÉMENT, GUY DREUX**

PAR FLORIAN GULLI

Ce livre montre de façon indiscutable que les transformations présentes de l'école ne sont intelligibles qu'à la lumière du développement du capitalisme néolibéral. À l'époque du capitalisme industriel, l'école et le capital se développaient selon des logiques relativement autonomes. Certes, l'école favorisait la reproduction de l'ordre social, ainsi que le montrèrent notamment Bourdieu et Passeron, mais ceci sans renier son autonomie. Les savoirs, les professeurs et l'institution obéissaient à des normes spécifiques, irréductibles aux normes du marché. C'est ce qui change avec le néolibéralisme. Les savoirs, tout d'abord, sont transformés de l'intérieur. La connaissance devient marchandise. Elle n'existe plus que dans la mesure où elle produit compétences et innovations utiles à la production. L'école évacue par conséquent les savoirs risquant de n'être pas « payants » (*La princesse de Clèves* par exemple). L'institution elle-même est transformée. La généralisation de la formation par alternance et la multiplication des stages (dès le collège) laissent entendre, depuis quelque temps, que le seul véritable lieu de formation était l'entreprise et non l'école. La conséquence est aujourd'hui assumée : l'école doit se conformer aux normes de fonctionnement de l'entreprise. Rien d'étonnant dès lors à ce que les élèves et les parents se considèrent de plus en plus comme des clients ! C'est précisément ce que le pouvoir néolibéral veut qu'ils soient. Cette réforme globale rencontre finalement un dernier obstacle dans l'éthique professionnelle du corps professoral, encore largement hostile à l'intrusion des normes marchandes. Autonomie des établissements, pouvoirs renforcés des chefs d'établissement, « prolétarisation » du métier d'enseignant, nouvelles méthodes d'évaluations des personnels, autant d'« armes » pour venir à bout de cette ultime résistance. Comment lutter dans cette nouvelle configuration ? Comment s'opposer au projet scolaire néolibéral ? On regrette que le livre, dont ce n'était certes pas l'objet, ne prenne pas ces questions à bras le corps.



## **La privation de monde**

2011

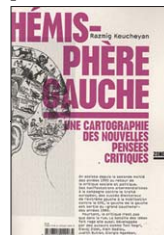
**FRANCK FISCHBACH**

PAR JEAN QUÉTIER

Le dernier livre de Franck Fischbach commence pour ainsi dire là où le précédent s'achevait. Alors que *Sans objet* définissait l'aliénation fondatrice du mode de production capitaliste par la genèse d'un sujet irrémé-

diablement coupé de tout rapport réel à l'objectivité, *La privation de monde* développe les conséquences de cette union manquée. Pour exposer les paradoxes de ce qu'il nomme une « mondialisation sans monde », Franck Fischbach fait se rencontrer deux univers théoriques qui peuvent sembler difficilement conciliables : celui de Marx et celui de Heidegger. À l'analytique existentielle, il emprunte en effet la notion d'être-dans-le-monde, irréductible à toute relation abstraite entre un sujet et un objet indépendants et préconstitués. Le matérialisme historique constitue néanmoins le chaînon nécessaire pour penser la privation de monde, l'extraction des individus hors du monde sous l'effet du capital. L'aliénation qui dépouille les existants de l'être-dans-le-monde qui leur est propre et qui fait d'eux des sujets sans monde, déforme même l'espace et le temps au point de les rendre contradictoires. Alors que l'augmentation incessante de la vitesse de circulation des marchandises bouleverse et anéantit les distances, l'exigence de la productivité maximale provoque l'émergence de gigantesques structures capables d'amonceler la main-d'œuvre en un même lieu. Le mode de production capitaliste est le seul à se croire éternel mais il est aussi le seul à révolutionner constamment ses propres conditions de possibilité. Franck Fischbach désigne alors ce qui est à la fois le cœur de l'aliénation et le lieu de naissance possible de sa fin : le monde du travail. Toujours à la croisée entre Marx et Heidegger, il puise l'idée d'un concept ontologique du travail dont le capitalisme serait la négation directe. Avec une perspective qui, plus que jamais, nous concerne directement, celle de libérer le travail.

## **Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques**



Zones, 2010

**RAZMIG KEUCHEYAN**

PAR PATRICK COULON

Razmig Keucheyan a littéralement cartographié un bon nombre de pensées critiques contemporaines, leurs auteurs, ainsi que leurs trajectoires.

Parce qu'on assiste depuis la seconde moitié des années 1990 au retour de la critique sociale et politique, du mouvement altermondialiste à la campagne contre le traité européen (le mouvement des Indignés surgi après l'écriture de l'ouvrage confirme ce processus) et parce que la critique n'est pas que dans la rue, que la bataille idéologique fait rage aussi il était utile et nécessaire de pointer les thématiques montantes dans la critique du capitalisme. Des théories diverses et – fait nouveau – dépassant les sphères géographiques habituelles : la mondialisation est passée par là.

Tout au long de ces 310 pages on se familiarisera avec des auteurs tels que Alain Badiou, Slavoj Žižek, Judith

Butler, Fredric Jameson, Toni Negri, Axel Honnet, Jacques Rancière, Paolo Virno, Perry Anderson ou Gayatri Spivak... et bien d'autres que la lecture (que je vous recommande vivement) vous fera découvrir.

Quant aux théories développées elles se veulent résolument innovantes. Elles sont selon l'auteur le produit d'une part de l'hybridation, qui voit d'anciennes références du corpus critique se combiner de manière inédite ou être associées à de nouveaux auteurs ou courants qui n'étaient pas présents dans ce corpus précédemment. L'innovation résulte aussi de l'introduction de nouveaux objets d'analyses, comme les médias ou l'écologie. Ce livre rend compte d'une grande diversité de nouvelles pensées : théorie *queer*, marxisme et postmarxisme, théorie post-coloniale, théorie de la reconnaissance, poststructuralisme, néo spinozisme, etc. Elles s'ajoutent à celles, plus classiques, concernant l'exploitation, et illustrent le fait que de nouvelles idées surgissent là où se posent les nouveaux problèmes. C'est aussi dans des pays comme la Chine, l'Inde, ou le Brésil que ces problèmes surgissent ou surgiront à l'avenir. Enfin, précisons que la présentation de tous ces auteurs et de leurs pensées par Razmig Keucheyan s'avère toujours claire et éminemment lisible.

### « Marx et la culture »



Europe, n°988-989,  
août-septembre 2011.

PAR STÉPHANIE LONCLE

Le dossier de la revue *Europe* intitulé « Marx et la culture » réunit 15 articles très hétérogènes. Le flou artistique qui entoure les usages du terme « culture » est l'une des causes de cette disparité : les introductions des articles témoignent de la difficulté que les auteurs ont eu à circonscrire leur sujet. La culture devient alors un prétexte pour parler de Marx, et le volume fournit un échantillon significatif des différents usages de la pensée marxiste dans le champ intellectuel contemporain.

Trop souvent, parler de Marx permet surtout de régler des comptes politiques et de distribuer les bons points. En condamnant telle ou telle lecture de Marx comme « stalinienne », certains auteurs légitiment du même coup leur propre lecture, et en empêchent la critique. Cette façon de classer et juger des penseurs relève d'un dogmatisme qui n'aurait pourtant rien à envier à ce que le terme « stalinisme » sert souvent à décrier.

D'autres articles adoptent une démarche didactique : il s'agit de délivrer un enseignement sur la façon dont Marx concevait la culture. Isabelle Garo reprend ainsi son intervention au séminaire Marx au XXI<sup>e</sup> siècle : l'esprit et la lettre, déjà publiée en ligne sous le titre « Marx et la critique de l'esthétique ». De même, Michel Vovelle offre une synthèse sur « Karl Marx et la Révolution française ». Ces articles participent du mouvement actuel de promotion de l'œuvre de Marx qui met sur le même plan l'homme, sa pensée et ses écrits. Le risque est alors de glisser de la pensée critique à l'hagiographie : d'affirmer la valeur de la pensée marxiste sans l'interroger ou la démontrer. L'enseignement s'adosse à la valeur du mythe pour le transmettre, au risque d'oublier d'interroger certaines

catégories : ici les notions de « classique », de « valeur littéraire » et même d'« auteur » restent des impensés. C'est la limite d'un enseignement historique et philosophique sur « Marx et la culture » qui ne se nourrit pas des apports théoriques et pratiques des études littéraires.

Certains articles échappent cependant à ces écueils et donnent à lire une véritable critique des valeurs culturelles attachées à la figure de Marx. Une réflexion croisée sur les pouvoirs de la littérature s'engage entre les articles d'Enrique Dussel (« *Les métaphores théologiques de Marx* ») et d'Andrew Fennberg (« *Le marxisme et la critique de la rationalité sociale* »). L'article de Fredric Jameson sur le film d'Alexander Kluge, *Nouvelles de l'Antiquité idéologique*, participe au même type de réflexion critique, aussi bien sur le fond que sur la forme : une pensée critique qui s'énonce au présent et nous aide à penser la valeur et le pouvoir de deux objets politiques parce que culturels, « Marx » et « la culture »..

### La France rouge

Les Arènes, 2011



BRUNO FULIGNI

PAR NICOLAS DUTENT

Les Editions Les Arènes ont attiré dernièrement l'attention par l'intermédiaire de la plume de Bruno Fuligni et du livre-témoignage sur l'histoire du Parti communiste français qu'il a coordonné, objet ambivalent et de qualité inégale. Si la forme est assurément attractive, on peut douter parfois de la rédaction et de l'interprétation faite de certains contenus. Cet ouvrage, comme *Paroles de l'ombre* paru dans la foulée, séduisent davantage par le travail méticuleux apporté à la restitution de documents historiques très divers (c'est là tout l'intérêt de la démarche, aussi au fil des illustrations vous retrouverez l'affiche originale de la CGT datant du 1<sup>er</sup> mai 1936, l'Affiche rouge, le tract diffusé à Buchenwald, un dossier concernant l'exclusion de Marguerite Duras, le premier numéro de *L'Humanité* d'avril 1904, la lettre d'un militant scandalisé par le dessin de Picasso représentant Staline...) que par un décryptage rigoureux des faits relatés. Malgré une préface sérieuse et même de très bonne tenue, nous regrettons que la complexité inhérente à un parti qui a fasciné la société française et permis les plus grandes conquêtes sociales (par le communisme municipal et bien d'autres biais), ralliant les plus grands artistes et intellectuels du XX<sup>e</sup> siècle ne soit pas mieux traduite, plus évidente. Toutefois nous pouvons saluer la place confortable laissée aux archives personnelles de militants qui hier comme aujourd'hui ne se lassent pas de vouloir prendre les armes à la fatalité. N'est-ce pas d'ailleurs ce qui continue de faire vivre et exister le PCF, le fait d'être un parti de militants qui, fût-ce à travers ses dissidences, ne renonça jamais à faire exister la possibilité d'un libre-arbitre souverain et le refus radical de considérer que le spectacle du Monde qui s'impose sous nos yeux est le seul possible ?

Par **ANDRÉ CONSTATINO YAZBEK\***

# Le marxisme est-il un humanisme ? Sartre et Althusser

Jean-Paul Sartre et Louis Althusser sont les personnages centraux du débat contemporain sur la fécondité du marxisme et son besoin de « renouvellement ».

\***ANDRÉ CONSTATINO YAZBEK** est professeur adjoint de philosophie département des sciences humaines, Universidade Federal de Lavras (UFLA), Lavras, MG - Brasil.

**E**ntre les années 1950 et 1960, tous deux semblent partager un même diagnostic général quant à la situation de la pensée marxiste de l'époque : atomisée par une profonde sclérose, la théorie marxiste reste bloquée dans un dogmatisme qui stérilise toute la richesse de la pensée de Marx (Sartre) ; dans ce sens, s'évanouirait la réalité politique de la lutte des classes en même temps que la nouveauté théorique de Marx lui-même (Althusser).

Toutefois, si le diagnostic d'un besoin de renouvellement de la pensée marxiste leur est commun, la façon dont chacun envisage son projet de « récupération du marxisme de Marx » est, en effet, bien distincte. Tandis que Sartre, dans le champ même du marxisme, se consacre à la recherche d'un « fondement anthropologique » pour les sciences humaines et la philosophie, Althusser, lui, s'efforce d'établir, contre l'humanisme, contre l'anthropologie philosophique, une coupure profonde entre un « premier » et un « second » Marx : du « jeune Marx », encore imprégné de l'idéalisme hégélien, au Marx de la « maturité », celui des ouvrages postérieurs à 1845, ce que l'on peut constater c'est le passage d'une conception qui fonde l'histoire et la politique comme étant une essence de l'homme vers une « théorie scientifique » de l'histoire qui représente une critique à un humanisme « rationaliste et libéral ». Dans cette mesure, Sartre est cohérent avec les exigences de son « humanisme existentiel » en revendiquant, pour le marxisme, le lieu d'un fondement pour

l'anthropologie ; de la même manière, Althusser se montre également fidèle aux exigences d'une « lecture structuraliste » de Marx, en le revendiquant au plan d'une critique idéologique et politique de l'humanisme.

Entre « humanisme » et « anti humanisme », tous deux revendiqués dans le cadre de la récupération de l'authentique pensée de Marx, ce chapitre, ayant pour canevas central la philosophie sartrienne, se propose de jeter des lumières sur les camps opposés dans lesquels se déroulait le débat autour du marxisme à l'horizon des *sixties*(...)

## La Critique de la raison dialectique : À la recherche d'une anthropologie fondatrice.

Au moment précis de la parution de *La Critique de la raison dialectique*, Sartre donne une interview remarquable à Madeleine Chapsal, où il présente le contexte théorique dans lequel se situait sa pensée lors de la rédaction de l'ouvrage :

« Depuis quinze ans, je cherche quelque chose. Il s'agit, si vous voulez, de donner un fondement politique à l'anthropologie. Ça proliférerait. Comme un cancer généralisé ; des idées me venaient : je ne savais pas encore ce qu'il fallait en faire, alors je les mettais n'importe où : dans les livres que j'étais en train d'écrire. À présent, c'est fait, elles se sont organisées, j'écris un ouvrage qui me débarrassera d'elles, la *Critique de la raison dialectique*. »

Alors, qu'est-ce que signifie ce projet sartrien de « donner un fondement politique à l'anthropologie » ? Aux yeux de Sartre, cela veut dire ressusciter le marxisme en faisant de la « compréhension de l'existence » « le fondement humain de l'anthropologie marxiste ». Ainsi, considéré comme une discipline auxiliaire du marxisme, l'existentialisme aura pour but « [...] d'engendrer dans le cadre du marxisme une véritable connaissance compréhensive qui retrouvera l'homme

dans le monde social et le suivra dans sa *praxis*[...] ». La « compréhension », concept revisité par Sartre sous un regard existentialiste, constitue la réelle appréhension de l'action humaine dans le cadre d'une expérience historique qui ne peut pas être assimilée à une série de lois générales du mouvement naturel mais, tout au contraire, doit être reconduite à l'expérience humaine elle-même, celle de la *praxis* comprise comme le « mouvement dialectique qui explique l'acte par sa signification terminale à partir de ses conditions de départ ». En ce sens, la dialectique de la Nature entreprise par Friedrich Engels constitue pour Sartre l'indice du dogmatisme propre au matérialisme dialectique.

D'où la tâche centrale de la Critique sartrienne : la question posée par Sartre a trait aux conditions de possibilité de la connaissance de l'histoire ; mais l'intelligibilité de l'histoire ne peut être assurée, précisément, que dans le cadre d'une pensée vouée à rappeler à toute anthropologie la dimension existentielle - soit, dialectique - des processus étudiés : il faut que les médiations (entre l'organique et l'inorganique, la matière inerte et le sujet de l'action) qui permettent d'engendrer le « concret singulier » - la lutte réelle et datée - soient découvertes. Il s'agit alors de remettre en marche le marxisme en reprenant la démarche de Marx dans ce qu'elle a de plus fondamental : un effort de reconstruction synthétique de l'histoire dans laquelle la mise en perspective de chacun des faits n'empêche pas l'appréciation du processus étudié en tant que totalité singulière, et dans laquelle le sujet de la *praxis* occupe encore la place centrale. Bref, « [...] toute la dialectique historique repose sur la *praxis* individuelle en tant que celle-ci est déjà dialectique [...] », c'est-à-dire, en tant que la *praxis* individuelle peut être définie comme « projet organisateur » qui dépasse les « conditions matérielles vers une fin ». Cela veut dire, qu'en dernière analyse, la dialectique historique repose sur le travail réel et efficace de la matière par l'action humaine en vue d'un « dépassement négateur d'une contradiction, déter-



mination d'une totalisation présente au nom d'une totalité future » : la praxis est engendrée à partir d'un *factum* contingent, celui de la vie organique qui se reproduit dans son être en faisant l'expérience négative du besoin.

Or, c'est à partir de cette prise en compte du rôle de l'individu dans l'événement historique que la pensée de Sartre s'efforce justement de le ressaisir dans la totalité de ses conditionnements et de ses rapports. Ainsi, en la prenant telle qu'elle se définit, l'entreprise de Sartre tend à réintégrer l'homme (en tant qu'opérateur de la dialectique dans l'ensemble matériel dont il fait partie) dans la pensée marxiste. Dans ce sens, tout le projet de la critique sartrienne - dans la mesure même où elle prétend rendre compte d'une histoire qui, tout en étant le produit de la praxis humaine, n'en est pas moins considérée comme totalisation de type dialectique - présuppose une anthropologie fondatrice. Sartre s'oppose ainsi au marxisme « paresseux », enfermé dans une vulgate formaliste qui « fait des hommes réels les symboles de ses mythes » : ce marxisme dogmatique prend l'homme comme un « produit passif » des « conditions économiques », « une somme de réflexes conditionnés ». Et on arrive à ramener toute l'histoire humaine aux enchaînements mécaniques de « l'économisme ». Ce qu'il faut donc critiquer, c'est une conception univoque de l'histoire : le déterminisme historique est antidialectique dans la mesure où il nie la dialectique de la praxis humaine. Bref, affirme Sartre, la découverte capitale de l'expérience dialectique est constituée par le constat que « l'homme est *médié* par les choses dans la mesure même où les choses sont *médiées* par l'homme. » Autrement dit : « [...] que veut dire faire l'Histoire sur la base des circonstances antérieures ? Nous disons alors : si nous ne distinguons pas le projet - comme dépassement - des circonstances comme conditions, il n'y a plus que des objets inertes et l'Histoire s'évanouit. De même, si le rapport humain n'est qu'un produit, il est réifié par essence et l'on ne comprend même plus ce que pourrait bien être sa réification. Notre formalisme, qui s'inspire de celui de Marx, consiste simplement à rappeler que l'homme fait l'Histoire dans l'exacte mesure où elle le fait. »

Donc si l'histoire m'échappe, cela ne veut pas dire que l'action réelle de l'homme sur elle n'existe pas, mais seulement que le résultat de l'action historique - vu dans une perspective totalisatrice - est différent de ce qu'il paraît à l'échelle locale, puisque je fais l'histoire avec et contre d'autres hommes, des sujets qui la font, eux aussi,

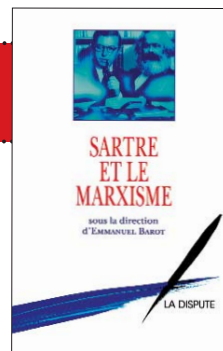
et, en agissant autrement, me volent le sens réel de mon entreprise individuelle : « Ainsi l'homme fait l'Histoire : cela veut dire qu'il s'y objective et s'y aliène ; en ce sens l'Histoire, qui est l'œuvre propre de toute l'activité de tous les hommes, leur apparaît comme force étrangère dans la mesure exacte où ils ne reconnaissent pas les sens de leur entreprise (même localement réussie) dans le résultat total et objectif [...] »

Néanmoins, ajoute Sartre, si l'aliénation peut modifier les résultats de l'action, cela ne veut pas dire qu'elle la modifie dans sa réalité profonde - tous comptes faits, l'acte humain (la praxis) demeure dans sa spécificité existentielle d'un projet libre qui impose un sens ou une unité à l'extériorité dispersive qui l'entoure (après tout, chez Sartre, la refondation de la dialectique matérialiste s'appuie sur des acquis méthodologiques issus de sa phénoménologie) :

« Nous refusons de confondre l'homme aliéné avec une chose, et l'aliénation avec les lois physiques qui régissent les conditionnements d'extériorité. Nous affirmons la spécificité de l'acte humain, qui traverse le milieu social tout en conservant les déterminations et qui transforme le monde sur la base de conditions données. Pour nous, l'homme se caractérise avant tout par le dépassement d'une situation, par ce qu'il parvient à faire ce qu'on a fait de lui, même s'il ne se reconnaît jamais dans son objectivation. »

Aussi bien que des considérations d'ordre méthodologique - destinées par ailleurs à mettre en place la méthode « progressive-régressive » caractéristique de la réévaluation du marxisme par Sartre - il faut lire dans cette citation l'effort du philosophe pour inscrire sa pensée dans le cadre d'une radicalisation du marxisme. Si le point d'arrivée de la pensée sartrienne devient un point de départ pour la pensée marxiste, c'est parce qu'en effet l'auteur essaie de reprendre la dimension humaniste latente chez Marx. « "Être radical", écrit Marx dans la *Critique de la Philosophie du droit de Hegel* (1843), c'est prendre les choses par la racine. Or, pour l'homme, la racine, c'est "l'homme lui-même" ».

Dès lors, en reprenant au sein de la pensée de Marx la médiation privilégiée qui permet au matérialisme dialectique de passer des déterminations générales et abstraites à certains traits de l'individu singulier, Sartre envisage les conditions de possibilité de la pensée dialectique en tant que théorie de l'Histoire centrée sur l'action humaine : il s'agit, bien entendu, de retrouver le jeu de l'intériorisation du réel et de l'extériorisa-



tion du *moi*. De cette façon, en reconnaissant la dialectique comme la « logique vivante de l'action », Sartre affirme que l'homme et son action peuvent être redécouverts à l'intérieur du marxisme. Sous l'auspice de la Critique sartrienne, l'ontologie établit le besoin d'une anthropologie fondée sur l'historicisation : « si quelque chose, comme une Vérité, doit pouvoir exister dans l'anthropologie, elle doit être devenue, elle doit se faire totalisation. Il va sans dire que cette double exigence définit ce mouvement de l'Être et de la connaissance (ou de la compréhension) qu'on nomme depuis Hegel « dialectique ». Aussi ai-je pris, dans *Questions de méthode*, qu'une telle totalisation est perpétuellement en cours comme Histoire et comme Vérité historique. »

Alors, si le devenir est dialectique, comme le veut la Critique sartrienne, cela signifie qu'il s'inscrit dans la « logique de l'action créatrice » du sujet (praxis), et donc dans la « logique de la liberté ». En ce sens, l'expérience dialectique désigne, chez Sartre, à la fois la nature même de l'expérience historique et la tâche de compréhension du sens de l'histoire à travers la praxis effective des hommes : pour bien comprendre l'expérience historique elle-même, il faut tenir compte de la constitution des individus et de leurs positions subjectives, idéologiques et politiques, à l'intérieur des rapports sociaux dans lesquels ils sont insérés. De ce point de vue, les différences entre les approches de Sartre et Althusser par rapport au marxisme sont évidentes : tandis que l'histoire apparaît à Sartre comme une totalisation dont l'agent totalisateur (mais totalisé lui-même, puisqu'il fait partie de sa propre histoire) ne peut être que l'homme, pour Althusser, au contraire, il faut effacer l'« humanisme » du « jeune Marx » pour mieux saisir sa pensée en ce qu'elle a de vraiment « scientifique ». Ainsi, comme l'exprime Michel Foucault, l'approche d'Althusser équivalait à remettre « [...] en question la philosophie du sujet, parce que le marxisme français était imprégné d'un peu de phénoménologie et d'un peu d'humanisme. » ■

Extrait, avec l'aimable autorisation de l'auteur, de Emmanuel Barot (dir.), *Sartre et le marxisme*, La Dispute, 2011.

Le texte complet d'André Constatino Yazbek est disponible sur le site du PCF. Nous n'en présentons ici qu'un chapitre.

Par **SIMONE ROUX\***

## Quelques réflexions sur l'histoire de la bourgeoisie occidentale

Que peut nous apprendre encore, aujourd'hui, cette incursion dans le passé médiéval des pays de l'Europe occidentale ? Certainement à réfléchir sur la complexité d'une histoire qui aboutit au XIX<sup>e</sup> siècle à la domination du capitalisme, y compris dans ses formes les plus récentes de mainmise financière sur les sociétés du XXI<sup>e</sup> siècle.

34

\* **SIMONE ROUX** est professeur émérite d'Histoire médiévale à l'Université Paris VIII. Elle vient de publier, *Les racines de la bourgeoisie*, éditions Sulliver, 2011.

**P**récisons d'abord que du XIII<sup>e</sup> à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, soit la seconde moitié du Moyen Âge, l'Europe envisagée se veut la Chrétienté catholique, unissant des pays certes frères, mais qui se battaient autant contre l'Infidèle musulman qu'entre eux. Que signifie passé médiéval ? En Italie et en Allemagne divisées politiquement, comme dans les royaumes de France, d'Angleterre ou ceux d'Espagne, le monde ici-bas était organisé selon une hiérarchie déclarée intangible car voulue par Dieu. Il y avait ceux qui priaient, le clergé, ceux qui combattaient les nobles et ceux qui travaillaient, tous les autres. Le premier ordre avait pour fonction d'aider les hommes à faire leur salut, le deuxième de les défendre par les armes et le troisième par son labeur permettait aux deux premiers d'exercer leur fonction. Si chacun restait à sa place et accomplissait ses tâches, tout

allait pour le mieux. Il faut remarquer que cette organisation idéale supposait que chaque ordre était solidaire des deux autres et que si l'un venait à manquer à ses devoirs il était d'autant plus coupable qu'il était considéré comme supérieur. C'est ce qui, en France anima les révoltes urbaines et populaires fondées sur les reproches adressés au deuxième ordre qui avait failli à sa tâche de défense du royaume vaincu deux fois à Crécy en 1346 puis à Poitiers en 1356. Rappeler la logique de cette idéologie très forte est nécessaire, cependant, concrètement, les sociétés s'intégraient mal dans ce schéma qu'il a fallu adapter au fur et à mesure. Une des difficultés majeures qui se révélaient était la place, parmi les troisième ordre de ceux qui commerçaient, gagnaient de l'argent, en prêtaient ou s'en servaient pour faire travailler les artisans et ouvriers dans les villes qui s'étaient développées dans tout l'Occident. Cette élite urbaine était-elle rabaissée dans la masse des travailleurs ou fallait-il lui faire une place dans le petit monde de ceux qui

gouvernement ? La bourgeoisie moderne a pris ses racines dans ce milieu neuf, urbain et marchand, mais plein de contradictions.

### **LA DOMINATION BOURGEOISE ÉTAIT-ELLE LÉGITIME, INÉVITABLE ET INDÉPASSABLE ?**

Les historiens pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle et une bonne partie du XX<sup>e</sup>, ont cherché dans ce passé les germes et les premiers développements de la future bourgeoisie de leur temps. Ils ont analysé les moments de la lutte contre la féodalité, ceux de la conquête des libertés personnelles et économiques avec le mouvement communal. Ils ont mis en lumière les progrès techniques, les avancées intellectuelles qui étaient liés aux activités des grands marchands sillonnant l'espace méditerranéen, expérimentant que l'Infidèle pouvait être aussi un partenaire commercial. Ces progrès ont permis de dégager un espace autonome pour la défense des intérêts des États, une lente mais fondamentale évolution qui a conduit à séparer le religieux du politique, quand les monarques ont travaillé à se réserver la conduite des affaires d'ici-bas et à alléger la tutelle de l'Église et de la Papauté. Ces éléments sont fondés mais ils doivent être remis à leur place. Les additionner ne revient pas à dire que l'évolution conduisant au triomphe de la bourgeoisie était déjà en œuvre, obéissant à des lois incontournables. Ce n'est pas parce que c'est arrivé que c'était inévitable. Mais surtout, en postulant que cette histoire était tout entière déjà inscrite dans le passé, y compris dès l'époque médiévale, les historiens des deux siècles précédents en tiraient la conséquence que la domination bourgeoise était non seulement légitime mais indépassable, qu'elle était la forme idéale de la liberté, du progrès et de la prospérité à venir. Ils en tiraient aussi le postulat que toutes les sociétés qui ne sui-

vaient pas ce chemin étaient en « retard » donc inférieures, et qu'il fallait les aider (ou les forcer) à se « civiliser ».

### **LES BOURGEOISIES, VISAGES ET DESTINS DIFFÉRENTS**

Bien sûr ces postulats se sont exprimés avec plus ou moins de nuances, d'autant plus que les historiens, par la suite, ont souligné les imperfections ou l'invalidité d'un bon nombre de ces soi-disant lois en histoire. On a montré que les grands marchands et hommes d'affaires ne furent jamais seuls dans cette histoire, ici alliés aux souverains qui voulaient se faire obéir de leur noblesse, là mêlés aux tumultes et rébellions des villes. Au Moyen Âge en Occident on ne peut parler d'une bourgeoisie mais des bourgeoisies qui eurent des visages variés et des destins différents. Elles eurent des alliés et des ennemis, et d'abord le monde des nobles et des princes qui, forts de leur supériorité de deuxième ordre de la société, méprisaient et enviaient ces hommes riches et dénonçaient leur influence, trop importante à leurs yeux, auprès des rois. Même quand la réussite sociale fut incontestable, l'évolution vers le capitalisme n'était pas déjà programmée. Les cités italiennes, où des banquiers et les marchands internationaux ont largement dirigé leurs gouvernements, montrent que ces nouveaux puissants ont trouvé à s'intégrer aux autres puissants de leur époque, tant laïcs que religieux ; les Médicis en sont le plus bel exemple qui ont fourni des reines de France ou des papes. Ils se sont si bien intégrés qu'ils ont abandonné la banque et la finance. Bref, aucun ne peut être tenu pour une préfiguration du grand bourgeois de l'époque contemporaine. A la fin du XV<sup>e</sup> siècle, rien n'est joué d'avance et ceux qui pèsent dans les affaires publiques grâce à leur argent s'adaptent au mieux de leurs intérêts qui fut parfois simplement de se fondre dans le petit

monde des dirigeants reconnus, sans chercher à le dominer. Et ailleurs qu'en Europe les choses furent différentes mais pas nécessairement inférieures et inabouties, autant d'occasions de voir que des chemins autres furent possibles. En effet l'élargissement de la vision d'un regard porté sur le passé tient à ce que l'on reconsidère les histoires d'autres espaces que celui de l'Occident sans porter de jugements fondés sur l'échelle de valeurs que couronnerait le capitalisme. Des occasions d'approfondir les analyses et de mieux prendre en compte ce qui leur est commun et ce qui est une réponse originale à des questions qui se posent à toutes les sociétés.

Certes, l'histoire n'offre ni leçon ni recette en politique. Mais, en obéissant aux exigences scientifiques sur quoi elle fonde son autorité, elle est à la fois une des bases de la liberté et une riche source de réflexion. Actuellement, montrer que le capitalisme financier n'est pas la seule voie possible du développement des sociétés humaines est libérateur : la toute-puissance de la finance mondiale n'est pas le seul horizon de notre avenir. Si aucune domination de classe n'est inévitable comme le montre le passé du monde, ni éternelle comme le martèle son idéologie, il reste aux hommes à faire preuve d'intelligence et d'invention comme le firent les sociétés qui nous ont précédés. Les expériences de chacune de celles qui forment notre monde à présent sont utiles à nos réflexions et à nos projets, œuvre qui est loin d'être facile mais qui n'a rien d'impossible. ■

Par LÉO COUTELLEC\*

# La démocratie épistémique comme condition d'une science citoyenne

La démocratisation des rapports entre science et société ne se fera pas sans une démocratisation de la science elle-même.

## Vers un pluralisme épistémique<sup>1</sup>

\*LÉO COUTELLEC est docteur en philosophie des sciences. INSA de Lyon - EVS-ITUS (UMR 5600)

La multiplication importante, ces dernières années, des réflexions sur les rapports entre sciences et sociétés est incontestable.

Notre objectif n'est pas ici d'en établir les causes, celles-ci sont maintenant largement connues (crise de confiance, crise sanitaire, opacité des décisions, rôle croissant de la science et de la technique dans l'organisation des sociétés, demande de participation...), mais d'en définir la portée.

Les termes de démocratie technique, de science citoyenne, d'expertise citoyenne ou encore de recherche participative deviennent quasiment des mots-clés sur ce sujet, pour ne pas dire des mots-valises. Inscrits dans le champ devenu spécifique des STS (Sciences-Technologies-Sociétés), ces travaux sont souvent de bonne qualité et ont tout leur intérêt. Dans leur grande diversité, ils partagent toutefois un postulat problématique, celui de prendre le concept de science pour un fait.

La sociologie des sciences étant largement majoritaire parmi cet ensemble d'études, les réflexions épistémologiques ou éthiques sur le concept de science lui-même se font rares.

### REPENSER LA SCIENCE

Un livre remarqué semblait vouloir se démarquer de cette tendance avec l'ambition de repenser la science. Il s'agit de la publication par M. Gibbons & al. en 1994 de *The new production of knowledge : the dynamics of science and research in contemporary societies*

[les dynamiques de la science et de la recherche dans les sociétés contemporaines]. Les auteurs défendent la thèse de l'émergence d'un nouveau mode de production de savoirs, à partir des années 1970, qui aurait radicalement reconfiguré les sciences dans leurs pratiques, leurs épistémologies et leurs rapports au monde. Ils opposent, de façon dichotomique autant que caricaturale, l'ancien "mode de la science pure" (appelé mode 1) au nouveau mode de la science contemporaine (appelé mode 2), plus hétérarchique, hétérogène et transitoire. Bien que l'ambition soit louable, repenser le concept de science, nous pensons que ces thèses ne sont pas pertinentes. Parmi les nombreuses critiques de ces travaux, notons celles qui identifient la tendance auto-réalisatrice de la thèse de Gibbons & al. et les conséquences qu'elle implique dans notre façon de penser les sciences. En effet, la distinction simple mode1 / mode2, au départ descriptive, est devenue une distinction prescriptive. Comme "prophétie auto-réalisatrice", elle engage les recherches en sciences humaines et sociales dans ce qui est désormais appelé le *Knowledge management*, sans que l'on sache vraiment ce qui, d'un point de vue épistémologique, a été modifié et comment ces modifications peuvent être appréhendées. Dès 1997, D. Pestre faisait remarquer que la dimension prescriptive<sup>2</sup> était présente au sein même du travail de M. Gibbons & al. qui présentait le mode 2 toujours comme supérieur, plus efficace et plus adapté à la mondialisation économique alors que le mode 1 présentait les caractéristiques d'un système replié, conservateur et improductif<sup>3</sup>. Le caractère normatif de l'entreprise de caractérisation sociologique et

politique du mode 2 sera ensuite explicitement assumé dans *Repenser la science* en 2003<sup>4</sup>. Il aura d'ailleurs un certain succès politique, repris abondamment dans les rapports de l'OCDE sur l'économie de la connaissance, inspirant largement la stratégie de Lisbonne et tout le mouvement de redéfinition du rôle de l'enseignement supérieur auquel on assiste depuis les années 1990<sup>5</sup>. Par ailleurs, cette thèse simpliste du passage de la science à la technoscience ou du chercheur au technologue, qu'elle soit l'objet de discours apologistes ou critiques, ne nous engage pas sur de bonnes voies pour repenser le concept de science. Comme prêt-à-penser les sciences, il marque un certain recul des analyses épistémologiques et ignore tout le travail en philosophie de la technique ainsi que les travaux en épistémologie sur l'ingénierie. L'affirmation selon laquelle « plus une discipline scientifique est fortement contextualisée, plus la connaissance produite a des chances d'être socialement robuste », véritable slogan des partisans du mode 2, ignore la complexité qu'il y a à penser la robustesse d'une connaissance, l'intrication des valeurs épistémiques et non-épistémiques dans les sciences et les rapports des connaissances au contexte.

De ces critiques de l'ouvrage de Gibbons & al., nous tirons une conséquence importante, celle de ne pas réduire de façon normative le concept de science sous prétexte de vouloir le changer ou le faire évoluer. Si l'enjeu est bien ne pas considérer la science comme un simple fait ou une boîte noire, et donc de questionner sa prétention à la neutralité, cela nécessite, à notre avis, une analyse épistémologique renouvelée du concept de science.

## UNE DÉMOCRATIE ÉPISTÉMIQUE

Nous entreprenons ce travail en proposant l'hypothèse d'une démocratie épistémique que nous considérons comme une condition d'une science<sup>6</sup> citoyenne. Autrement dit, pour des rapports démocratiques et constructifs entre sciences et sociétés, nous pensons qu'il ne faut pas ignorer l'indispensable réflexion sur la démocratisation de la science elle-même. Nous postulons que les appels à une science citoyenne et participative ne trouveront leur pertinence que s'ils s'accompagnent d'une mise en œuvre effective des conditions d'une démocratie épistémique. La démocratisation des rapports entre science et société ne se fera pas sans une démocratisation de la science elle-même. Nous caractérisons cette démocratie épistémique selon trois conditions : un pluralisme épistémique, une tolérance aux valeurs (pour de nouveaux rapports entre science et éthiques) et un autre rapport au temps (de la *fast science* à la *slow science*). Le développement de ces conditions fera émerger la problématique des rapports entre sciences et sociétés, notamment en ce qui concerne l'évaluation.

## UN PLURALISME ÉPISTÉMIQUE

En proposant l'hypothèse d'un pluralisme épistémique, notre objectif est de donner de l'épaisseur et du relief au concept de science en le repensant à partir du pluralisme. Mais pour ne faire porter le pluralisme ni sur une métaphysique ou vision particulière du monde, ni sur une idée préconçue de la science, il nous faut revenir à une forme de matérialité du pluralisme qui suspende ou inhibe, en quelque sorte, ces déterminations métaphysiques ou idéologiques. Nous caractérisons cette matérialité par des séries de pluralités qui donnent à voir, de façon non normative, l'hétérogénéité des sciences à plusieurs niveaux. Il est par exemple possible d'identifier les séries de pluralité suivante : les disciplines (via des réflexions épistémologiques sur l'interdisciplinarité), les styles de raisonnement scientifique (notamment ceux identifiés par A. Crombie et I. Hacking), les ingrédients de la démarche scientifique (notamment la place de la technique comme dimension à part entière du savoir et non pas seulement comme application de la science) ou encore la pluralité axiologique en montrant comment peut s'exprimer dans les sciences une pluralité de valeurs épistémiques et non-épistémiques. Toutes ces séries illustrent la matérialité du pluralisme. Leur

identification et leur reconnaissance comme constitutive de la démarche scientifique nous permettent d'élaborer l'hypothèse d'un pluralisme épistémique relativement autonome par rapport à toute forme d'idéalité sur la science.

Le pluralisme épistémique, comme reconnaissance des séries de pluralité dans les sciences, permettrait par exemple de décentrer les processus d'évaluation du concept de risque. Ce concept aujourd'hui devenu central relève d'un certain style de raisonnement scientifique, le raisonnement probabiliste, qui à lui seul ne peut recouvrir la complexité des objets à évaluer. Cette remise en cause de l'hégémo-

“ *Ce concept aujourd'hui devenu central relève d'un certain style de raisonnement scientifique, le raisonnement probabiliste, qui à lui seul ne peut recouvrir la complexité des objets à évaluer.* ”

nie du risque n'a pas été véritablement faite dans le cas du débat sur les OGM végétaux et animaux (essentiellement le poisson). Ainsi, des forums citoyens ont été mis en place, des consultations publiques, des débats contradictoires, et autant de livres, mais tout cela s'est fait sans que les outils statistiques et probabilistes, pourtant au centre des débats, aient été déployés et discutés. De fait, un certain nombre de problèmes fondamentaux n'ont pas été suffisamment travaillés. Par exemple, l'argument statistique répond souvent à une demande de quantification. Or, le discernement des moments de la quantification est rarement explicité. Si quantifier, au sens large, c'est exprimer et faire exister sous forme numérique ce qui, auparavant, était exprimé par des mots et non par des nombres, il convient de rappeler « que toute quantification est composée de deux mouvements : convenir (définition d'une convention) et mesurer. » En effet, « le verbe quantifier suppose que soit élaborée et explicitée une série de conventions d'équivalences préalables, impliquant des comparaisons, des négociations, des compromis, des traductions, des inscriptions, des codages [...] ». Et il convient de ne pas mélanger ces deux moments. Or, l'explicitation collective et transparente du premier mouvement de la quantification, à savoir la construction des conventions, est souvent oubliée par une sorte de convenance et se transforme en boîte noire. Alors quantifier revient à

mesurer. Mais que mesure-t-on et selon quelles hypothèses ? Comme le rappelle A. Desrosières<sup>7</sup>, « L'idée de mesure implique que quelque chose existe sous une forme déjà mesurable ». Est-ce le cas pour tous les objets que l'on souhaite quantifier ? Pour toutes leurs dimensions ? À ne pas ouvrir la boîte noire des conventions de mesure, le résultat est que le produit de la quantification tend à devenir la réalité. Or, la quantification, entendue comme l'ensemble formé des conventions socialement admises et des opérations de mesure, crée aussi une nouvelle façon de penser, de représenter, d'exprimer le monde et d'agir sur lui. Ainsi, la réduction du pluralisme épistémique, qui consiste à promouvoir un style de raisonnement particulier, a un effet direct sur la question démocratique. Quel serait l'enjeu d'une pensée du pluralisme dans ce contexte ? Celui de ré-ouvrir les boîtes noires - une mise en lumière de ce qui est souvent dans l'ombre de la mesure - et de reconnaître l'existence de plusieurs styles de pensée scientifique potentiels autour d'une même question ou d'un même objet. Cette pluralité pourrait s'exprimer dans le cadre d'une intervention en amont de l'éventuelle mesure, par une co-construction des conventions de quantification et donc par une discussion sur la légitimité et le périmètre de la mesure. À notre avis, une conséquence positive de cette approche serait de lutter contre une forme de décalage qui se produit dans les débats actuels sur les OGM. Un décalage que nous pensons essentiellement épistémique. Il serait possible de donner d'autres exemples de la nécessité d'adopter une posture pluraliste à propos du concept de science. Mais à ce stade de notre développement, une question reste en suspens : comment faire pour que ce pluralisme épistémique ne soit pas une nouvelle forme de relativisme ? Nous répondrons à cette question dans la prochaine partie qui abordera les valeurs épistémiques et non-épistémiques, et plus précisément les rapports entre sciences et éthiques. ■

1) Ce premier texte sera suivi de deux autres livraisons qui paraîtront durant l'année.

2) Schultheis & al. (2008)

3) Pestre, D. (1997)

4) Nowotny & al. (2003)

5) Milot, P. (2003), pp. 68-73.

6) Nous limitons ici l'acceptation de la notion de science citoyenne à la définition minimale suivante : une science ouverte aux préoccupations et aux participations citoyennes.

7) Desrosières, A. (2007), p.186 ; Lavielle, M. (2010), Desrosières, A. (2008), p.11

## LES RESPONSABLES THÉMATIQUES



**Patrice Bessac**  
Responsable national du Projet  
projet@pcf.fr



**Stéphane Bonnery**  
Formation/Savoirs, éducation  
recherche  
stephane.bonnery@wanadoo.fr



**Nicolas Bonnet**  
Sport  
nbonnet@pcf.fr



**Hervé Bramy**  
Ecologie  
hbramycg93@wanadoo.fr



**Ian Brossat**  
Sécurité  
ian.brossat@paris.fr



**Laurence Cohen**  
Droits des femmes/Féminisme  
cohenperdrix@gmail.com



**Xavier Compain**  
Agriculture/Pêche  
jyoudom@pcf.fr  
ssimonin@pcf.fr



**Olivier Dartigolles**  
Europe  
odartigolles@pcf.fr



**Yves Dimicoli**  
Economie Finances  
ydimicoli@pcf.fr



**Jacques Fath**  
Relations internationales,  
paix et désarmement  
jfath@pcf.fr



**Olivier Gebhurer**  
Enseignement supérieur  
et recherches  
olivier.gebhurer@wanadoo.fr



**Jean-Luc Gibelin**  
Santé Protection sociale  
jean-luc.gibelin@orange.fr



**Isabelle De Almeida**  
Jeunesse  
isabelle.dealmeida@numericble.fr



**Fabienne Haloui**  
Lutte contre racisme,  
antisémitisme et discriminations  
fabienne.haloui@orange.fr



**Alain Hayot**  
Culture  
ahayot@pcf.fr ou  
ahayot@regionpaca.fr



**Valérie Goncalves**  
Energie  
val.goncalves@free.fr



**Jean-Louis Le Moing**  
Dom-tom  
jllemoing@pcf.fr



**Danièle Lebaïl**  
Services Publics et solidarités  
danielle.lc@wanadoo.fr



**Isabelle Lorand**  
Libertés et droits de la personne  
liberte@pcf.fr



**Sylvie Mayer**  
Economie sociale et solidaire  
mayersy@wanadoo.fr



**Catherine Peyge**  
Droit à la ville, logement  
catherine.peyge@ville-bobigny.fr



**Gérard Mazet**  
Transports  
gmazet@pcf.fr



**Eliane Assassi**  
Quartiers populaires et libertés  
elianeassassi.contact@gmail.com



**Richard Sanchez**  
LGBT  
rsanche@pcf.fr



**Véronique Sandoval**  
Travail  
vsandoval@espaces-marx.org



**Jean-François Téaldi**  
Droit à l'information  
jean-francois.tealdi@francetv.fr



**Nicole Borvo**  
Institutions, démocratie, justice  
mdagorn@pcf.fr



**Jean-Marc Coppola**  
Réforme des collectivités locales  
jmcoppola@regionpaca.fr



**Jérôme Relinger**  
Révolution numérique  
et société de la connaissance  
jrelinger@pcf.fr

Liste publiée dans *Communistes*  
du 22 septembre 2010

## L'ÉQUIPE DE LA REVUE



**Patrice Bessac**  
Responsable  
de la Revue



**Guillaume  
Quashie-Vauclin**  
Responsable  
adjoint



**Noëlle Mansoux**  
Secrétaire  
de rédaction



**Amar Bellal**  
Sciences



**Gérard Streiff**  
Combat d'idées



**Marine Roussillon**  
Pages critiques



**Nicolas Dutent**  
Communisme  
en question



**Alain Vermeersch**  
Revue des médias



**Côme Simien**  
Histoire



**Renaud Boissac**  
Collaborateur



**Anne Bourvic**  
Regard



**Frédo Coyère**  
Maquette et  
graphisme

**COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010** : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz  
Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli  
Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaïne.